

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU RECouvreMENT

DES

FRAIS DUS AUX AVOUÉS

PAR

EUGÈNE RAVIART

AVOCAT A BEAUVAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le Mardi 24 Décembre 1901, à une heure

Président : GLASSON, Doyen.

Suffragants { RENAULT, Professeur,
BARTIN, Agrégé.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

MARCHAL ET BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

Maison Principale : Place Dauphine, 27

Succursale : Rue Soufflot, 7

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU RECouvreMENT

DES

FRAIS DUS AUX AVOUÉS

PAR

EUGÈNE RAVIART

AVOCAT A BEAUVAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le Mardi 24 Décembre 1901, à une heure



Président : GLASSON, Doyen.

Suffragants { RENAULT, Professeur,
BARTIN, Agrégé.

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

MARCHAL ET BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

Maison Principale : Place Dauphine, 27

Succursale : Rue Soufflot, 7



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La Loi du 27 ventôse an VIII qui contient l'organisation judiciaire en France, prescrit qu'il sera établi près de chaque Tribunal d'appel et près de chacun des Tribunaux de première instance un nombre fixe d'avoués, qui sera réglé par le Gouvernement, sur l'avis du Tribunal auquel les avoués devront être attachés (art. 93).

Les avoués, porte l'article 94 de la même loi, auront exclusivement le droit de postuler et de prendre des conclusions dans le Tribunal pour lequel ils sont établis.

Le contrat par lequel un avoué est chargé de représenter une partie en justice est un mandat et non comme on l'a prétendu un louage d'ouvrage (1), mais c'est un contrat sui generis, différant en plusieurs points du mandat ordinaire du Code civil.

(1) Troplong, Mandat, n° 216.

Une des différences consiste en ce que le mandat de représentation et de postulation devant les Tribunaux civils ou mandat ad litem de l'avoué n'est pas soumis au principe de gratuité consacré par l'article 1896 du Code civil (1), et qu'il est au contraire de sa nature salarié, indépendamment de toute stipulation.

Constatons tout d'abord qu'il est équitable et même nécessaire que l'avoué soit rémunéré de son travail.

Comme tout homme, en effet, l'avoué doit trouver dans sa profession ses moyens d'existence. « Il faut que chacun vive de son état. — Sua cuique ars pro viatico. — Dieu a ordonné que chacun gagne sa vie de son labeur et exercice » (2).

De plus, le candidat aux fonctions d'avoué doit avoir accompli un long stage et avoir fait des études de droit ; il faut qu'ensuite il acquière un office à un prix parfois élevé et, après sa nomination, il a à supporter de lourdes charges, telles que : appointements de clerks, patente, locaux à usage d'étude et de cabinet, etc., etc.

D'autre part, il est de l'intérêt public que l'avoué reçoive la rémunération de son travail. Quels mo-

(1) Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

(2) Loyseau, Des Offices, livre I, chap. VIII, n° 1.

tifs pourraient, en effet, déterminer un homme instruit dans la science du droit à exercer la pénible et absorbante profession d'avoué, sinon l'espoir d'y trouver les ressources nécessaires à son existence et à celle de sa famille? « On se le « dissimulerait vainement, a dit le rapporteur de « la loi du 6 octobre 1791 sur l'organisation du « notariat, peu d'hommes ont la faculté de se livrer « aux fonctions publiques par le seul désir d'être « utiles; un si noble dévouement est au-dessus du « patriotisme des uns ou de la fortune des autres; « et, si l'on excepte quelques rares places qu'une « grande considération accompagne ou que de « grandes espérances environnent, la plupart « resteraient vacantes si l'intérêt ou le besoin n'y « appelaient des concurrents. »

Nous ajouterons même que l'intérêt public exige que l'avoué soit rémunéré convenablement. « Trop « souvent, a dit encore le rapporteur de la loi « précitée, en établissant des fonctions publiques, « on perd de vue l'intérêt des fonctionnaires; on « croit n'avoir plus rien à faire lorsque ses devoirs « lui ont été tracés; il semble alors que tout ait été « prévu pour le plus grand avantage de la Société, « mais ce n'est pas encore assez; il faut que ces « devoirs soient remplis et il n'est guère de moyen « plus sûr d'atteindre ce but de toute institution « que d'attacher les fonctionnaires par leur propre

*« intérêt à l'accomplissement de leurs devoirs et
« au succès de leur mission. »*

*Ily a dans l'aisance qui sera procurée à l'avoué
un gage de sa dignité et une garantie pour les
plaideurs dont il est le conseil, car il est bien rare
de voir l'homme se maintenir dans la ligne de
l'honneur et de la probité sévère lorsque la mi-
sère et les besoins matériels viennent frapper à sa
porte.*

*Le fondement juridique sur lequel repose le
caractère salarié du mandat de l'avoué existe dans
l'exception que l'article 1986 du Code civil ajoute
au principe de la gratuité du mandat ordinaire.
« Le mandat est gratuit, dit-il, s'il n'y a conven-
« tion contraire. » Or, cette convention contraire
n'a pas besoin d'être expresse, elle est sous-entendue
et existe tacitement lorsque le mandant s'adresse à
une personne faisant profession d'être mandataire.
Le mandant n'a pu avoir la pensée que son mandat
serait exécuté gratuitement. D'autre part, le man-
dataire n'a certainement pas voulu accepter la
charge gratuite d'un mandat ordinairement donné
par un inconnu; un pacte tacite est intervenu au
moment de la formation du contrat, et c'est en
vertu de ce pacte tacite que l'avoué est en droit de
réclamer une rémunération à son client.*

*Il faut considérer que le législateur en rédi-
geant l'article 1986 du Code civil a eu principale-*

ment en vue les mandataires privés, occasionnels, qui acceptent exceptionnellement un mandat dans le but de rendre service à un ami. C'est pourquoi le mandat a été réputé de sa nature gratuit. Aussi doit-on interpréter très largement l'exception que le législateur a énoncée, un peu brièvement peut-être, dans la disposition finale de l'article, lorsque le mandataire ne rentre pas dans la catégorie à laquelle s'applique le principe.

La doctrine et la jurisprudence (1) ont depuis longtemps décidé que le salaire est censé tacitement stipulé et promis dans les mandats relatifs à des affaires dont le mandataire se charge par état ou par profession.

La jurisprudence a étendu le caractère salariable du mandat ad litem des avoués à tous les autres mandats, dits « ad negotia » que l'avoué peut recevoir, soit à l'occasion de l'exécution de son mandat ad litem, soit indépendamment, et qui comprennent tout ce qu'un homme d'affaires peut accomplir pour ses clients, lorsque la dignité et l'exercice de ses fonctions ne s'y opposent pas. La jurisprudence a même considéré que lorsqu'un

(1) *Troplong*, Mandat n° 631 ; *Guillouard*, Mandat nos 11, 13 ; *P. Pont*, des petits Contrats, t. I, n° 884 ; *Aubry et Rau*, t. IV, p. 635, § 410. — Bordeaux, 29 juin 1853. (S. 53, 263.) Cass., Req. 23 novembre 1858. (S. 59, 1, 597). Bordeaux, 18 août 1864. (S. 65, 2, 46.)

avoué, sans avoir reçu aucun mandat de son client, accomplissait certains travaux dans son intérêt, le quasi-contrat de negotiorum gestio qui intervenait entre eux était de sa nature salarié, car l'avoué était réputé exercer sa profession plutôt que faire acte d'ami (1).

Le droit de l'avoué à une rémunération étant indiscutable, il importe d'examiner comment cette rémunération est déterminée et comment l'avoué la recouvre. C'est ce qui fait l'objet de notre étude.

Nous commencerons par étudier les déficiences et la revision projetée du tarif des avoués et nous rechercherons quelles procédures ceux-ci doivent suivre pour recouvrer leurs frais. Après nous être occupé de l'état de frais et de la taxe, nous examinerons le mode de recouvrement à suivre par les avoués : 1° contre leur client ; 2° contre la partie adverse condamnée aux dépens en matière ordinaire et en matière sommaire ; 3° en cas de désistement ; 4° en matière d'assistance judiciaire ; nous étudierons ensuite les garanties concédées aux avoués pour le paiement de leurs frais, les prescriptions et fins de non-recevoir opposables à leur action et les actions en resti-

(1) Cass., 1^{er} février 1870 : (S. 70, 1, 152 ; P. 70, 365 ; D. 70, 1, 317). — Cass., 22 juin 1870 : (S. 70, 1, 358 ; P. 70, 947). — V. aussi *P. Pont. op. cit.* n° 883.

tution qui peuvent suivre le paiement amiable de frais non taxés. Nous terminerons par les formules des actes de procédure que les avoués doivent employer dans le recouvrement de leurs frais.

Les frais ne comprenant que les déboursés et les émoluments tarifés, nous laisserons de côté les honoraires que les avoués peuvent être en droit de réclamer et nous ne nous occuperons que des frais dus aux avoués agissant comme tels, c'est-à-dire comme mandataires ad litem en matière civile.

Pour composer cet ouvrage, nous nous sommes principalement référé à la jurisprudence et aux commentaires de la loi du 24 décembre 1897 de MM. L. Legrand, O. Raviart, Didio, Denizot, Amiaud et E. Legrand.

CHAPITRE PREMIER

Tarif des Avoués. — Revision Projetée

Les officiers ministériels jouissant d'un monopole pour l'exercice de leurs fonctions ne peuvent avoir la liberté de fixer eux-mêmes le salaire qui leur est dû. Aussi, le Code de procédure civile est terminé par une disposition portant qu'avant le 1^{er} janvier 1807, il serait fait des règlements d'administration publique pour la taxe des dépens, ainsi que pour la police et la discipline des tribunaux.

En exécution de cette disposition, trois décrets ont été rendus le 16 février 1807 : le premier contient le tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour d'appel de Paris ; le second est relatif à la liquidation des dépens en matière sommaire, et le troisième rend commun à plusieurs cours le tarif des frais et dépens de celle de Paris et fixe la réduction pour les autres.

L'ensemble de ces décrets constitue ce qu'on appelle le tarif.

Les émoluments des avoués alloués par le tarif varient selon les localités où ces officiers ministériels exercent leurs fonctions. Les avoués de 1^{re} instance de Paris et de quelques grandes villes (Lyon, Bordeaux, Rouen, Toulouse, Marseille, Lille et Nantes) profitent du tarif entier; ceux des villes où siègent les Cours d'appel ou qui ont plus de 30.000 habitants, subissent une réduction d'un dixième, et ceux des autres localités sont soumis à une diminution d'un quart.

Quant aux avoués d'appel, ceux de Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen et Toulouse jouissent seuls du tarif entier; les autres supportent une réduction d'un dixième.

Par application du Code de procédure civile, le premier décret de 1807 a divisé les procédures en sommaires et en ordinaires.

Les premières ont été tarifées à un seul droit gradué très-minime sur l'importance du litige.

Pour les secondes, il a été établi des droits fixes à raison des divers actes de la procédure.

Dans les ventes d'immeubles, il a été accordé, outre les droits fixes afférents aux actes de procédure, une remise proportionnelle calculée sur le prix des lots adjugés.

Le Code de procédure civile était à peine en vigueur qu'il fut modifié dans une partie importante par le décret du 30 mars 1808 contenant

règlement pour la police et la discipline des Cours et des Tribunaux.

D'après l'article 405 du Code, les matières sommaires devaient être jugées à l'audience, après les délais de la citation échus sur un simple acte, sans autre procédures ni formalités ; mais comme les articles 33 et 71 du décret précité obligent les avoués à signifier des conclusions *dans toutes les causes*, ils suppriment ainsi la distinction entre les matières sommaires et les matières ordinaires ; par suite, le tarif aurait dû être modifié en ce qui concerne les matières sommaires, mais la modification n'eût jamais lieu.

Bien que près d'un siècle se soit écoulé depuis les décrets de 1807, les émoluments des avoués sont restés les mêmes, sauf ceux relatifs aux ventes judiciaires d'immeubles qui ont été modifiés par l'ordonnance du 23 octobre 1841.

Or, depuis un siècle, l'argent a perdu considérablement de sa valeur et une somme qui était alors suffisante pour vivre ne suffit plus aujourd'hui et à beaucoup près ; les allocations du tarif de 1807 ne répondent donc plus aux besoins de l'existence.

D'un autre côté, les avoués actuellement en exercice sont soumis à des charges que n'avaient pas leurs prédécesseurs du commencement du siècle dernier ; ainsi, notamment : 1° ils

ont dû acheter leurs offices à un taux fixé par la Chancellerie (Art. 91 de la loi du 28 avril 1816). C'est pour eux une perte d'intérêts qui représente le quart environ de leurs produits annuels ;

2° Ils acquittent une patente (Art. 16 de la loi de finances du 18 mai 1850) et un projet de loi qui est en ce moment soumis au Parlement a pour objet d'augmenter cette patente ;

3° Ils occupent gratuitement pour les indigents dans les affaires d'assistance judiciaire (Lois des 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901). Ces affaires ont, surtout depuis la loi du 27 juillet 1884 sur le divorce, une progression continue. D'après la dernière statistique publiée par la Chancellerie (1), les Tribunaux civils ont jugé, pendant l'année 1897, 19.943 affaires dans lesquelles l'assistance judiciaire avait été accordée, soit aux demandeurs soit aux défendeurs, soit aux deux parties. Ce nombre déjà considérable s'augmente encore dans une notable proportion des affaires résultant de la nouvelle loi sur les accidents du travail.

Ajoutons, pour démontrer combien est pré-

(1) Rapport présenté à M. le Président de la République par M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, sur l'administration de la Justice civile et commerciale en France et en Algérie pendant l'année 1897, page xx.

caire la situation des avoués, que le Parlement est saisi de divers projets ou propositions de loi ayant pour but, soit de retirer un certain nombre d'affaires aux Tribunaux civils, soit de simplifier la procédure.

Déjà le Sénat a voté une proposition de loi qui élève de 200 à 600 francs la compétence des juges de paix pour les actions personnelles et mobilières et qui l'augmente encore considérablement pour d'autres actions.

Presqu'en tête de l'ordre du jour de la Chambre des députés figurent cette proposition de loi ainsi que la proposition de loi de M. Million et de plusieurs de ses collègues, relative à l'organisation et à la compétence des Justices de paix, et la proposition de loi de M. Guillemet tendant à la réorganisation des Justices de paix. Ces deux propositions de loi portent à 1500 francs la compétence ordinaire des juges de paix et elles l'étendent indéfiniment dans de nombreux cas.

La Chambre des députés est aussi appelée à se prononcer sur un projet de loi relatif aux partages et ventes amiables des biens des mineurs et sur un projet de réforme complète du Code de procédure civile.

D'autre part, on a fait contre le tarif de 1807 de nombreuses critiques; on a dit notamment qu'il est beaucoup trop compliqué. Ainsi que le font

remarquer MM. Bataillard et Nusse (1), « un tel
« tarif divise le travail au lieu de le grouper ; il est
« mesquin, minutieux, disséminant la rémunéra-
« tion de l'avoué dans un détail d'opérations sou-
« vent insignifiantes, au lieu de la concentrer dans
« une appréciation d'ensemble ; généreux pour tel
« acte secondaire, il est avare pour tel autre qui est
« le nerf du procès. » De plus, le tarif ne rémunère
que le travail matériel des avoués et ne tient
aucun compte ni de leur travail intellectuel qui
est souvent très important, ni de la responsabilité
parfois considérable qu'ils peuvent encourir. Ce
mode de rémunération encourage en quelque sorte
les avoués à multiplier les actes de procédure
pour augmenter leurs émoluments, et ils ne pro-
portionne pas les frais à l'importance de l'affaire.

M. le Garde des Sceaux, ministre de la Jus-
tice, a reconnu la nécessité de reviser le tarif
des avoués, ainsi que les tarifs des huis-
siers et des greffiers, et il a pris, à la date du
9 décembre 1900, un arrêté ainsi conçu : « Con-
« sidérant que les tarifs des frais et dépens en
« matière civile tels qu'ils ont été établis par les
« décrets de 1807 et les lois ou décrets posté-
« rieurs, ne correspondent plus, ni aux exigences
« de la vie moderne, ni à l'idée de proportionna-

(1) Histoire des Procureurs et des Avoués, t. II, p. 379.

« lité entre les ressources des plaideurs, l'importance du litige et le service rendu qui devrait être la base d'une tarification de ce genre ; que, d'autre part, à raison de la multiplicité des textes et de la diversité des émoluments qui varient souvent pour des actes de même nature, il est impossible au justiciable de se rendre compte, avant d'entamer un procès, des frais qu'il entraînera, et, après l'avoir engagé, de contrôler les états des frais qui lui sont présentés. »

« Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. — Une commission est instituée au Ministère de la Justice à l'effet d'examiner quelles sont les modifications qui pourraient être apportées aux tarifs des frais et dépens en matière civile. »

Le même arrêté ministériel et d'autres arrêtés postérieurs ont nommé les membres de la commission chargée d'examiner les réformes à faire aux tarifs.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la commission n'a pas achevé son travail.

Si on recherche les modifications qui sont à faire en ce qui touche les avoués, il paraît tout d'abord que leur tarif doit être uniforme, et ne doit pas faire de distinction de résidence ou de population. En effet, les prix de la plupart des choses se sont unifiés dans presque toutes les par-

ties de la France, et il ne coûte pas moins cher à vivre dans une petite ville que dans une grande ville, sauf peut-être le loyer ; mais là où le prix de location est élevé, les litiges portent sur des valeurs plus importantes qu'ailleurs, ce qui établit une compensation.

Le tarif ne doit pas faire non plus de distinction entre les affaires sommaires et les affaires ordinaires, puisque le travail des avoués est le même dans toutes ces affaires.

En outre, les émoluments doivent être augmentés et fixés de manière que les avoués qui exercent aujourd'hui aient une situation pécuniaire égale à celle de leurs prédécesseurs de 1807.

Ces bases étant posées et le résultat à atteindre étant indiqué, il reste à déterminer les émoluments qui doivent être alloués. Sans entrer dans le détail des allocations à faire, nous dirons quelques mots sur le mode de formation du nouveau tarif.

Il nous semble qu'on pourrait allouer aux avoués : 1° un droit fixe pour l'ensemble des formalités qu'ils remplissent ; 2° et un droit variable pour l'étude de l'affaire, la préparation et la rédaction des moyens de défense ; ce droit serait proportionnel si le litige peut être évalué en argent, ou il serait déterminé selon certaines bases si l'évaluation du litige n'est pas possible.

Le mode de tarification que nous indiquons est à peu près celui actuellement en vigueur pour les ventes judiciaires d'immeubles, puisque l'ordonnance du 23 octobre 1841 contenant le tarif des frais de ces ventes alloue aux avoués divers émoluments fixes à raison des formalités et qu'il leur accorde en plus une remise proportionnelle calculée sur les prix d'adjudication.

On peut se demander si, pour arriver à une plus grande simplification, on ne devrait pas faire consister la rémunération des avoués uniquement dans un droit proportionnel dont le *quantum* serait à déterminer. Mais dans beaucoup de tribunaux, il n'y a que de petites affaires et le principe de la proportionnalité ne peut être appliqué sans correctif ; pour qu'il soit équitable, il faut que la proportion soit d'un taux assez élevé sur les petites sommes avec dégression successive sur les sommes plus importantes ; il faut même qu'un émolument minimum soit établi par chaque nature d'affaire ou d'incident.

Un tarif qui serait établi sur les bases que nous venons d'indiquer répondrait, en grande partie du moins, à la pensée de M. le Garde des Sceaux, puisqu'il serait proportionné, dans une certaine mesure, à l'importance du litige et qu'il serait aussi peu compliqué que possible.

CHAPITRE DEUXIÈME

Dressé des Etats de Frais

Les avoués et les autres officiers ministériels ou publics ne peuvent réclamer d'autres droits que ceux alloués par les tarifs pour les actes de leur ministère, « à peine, dit l'art. 151, § 4 du « premier décret de 1807, de restitution, domages-intérêts et d'interdiction, s'il y a lieu. »

Ils doivent, de plus, observer certaines formalités en dressant leurs états de frais.

Les états de frais sont rédigés sur timbre de dimension (1).

Ils contiennent l'indication des parties, surtout des parties débitrices contre lesquelles il pourra être requis ultérieurement soit une ordonnance de taxe revêtue de la formule exécutoire, soit un exécutoire de dépens (2).

(1) Instruction générale de l'Administration de l'Enregistrement du 30 janvier 1850, n° 1866. — *Chauveau et Godoffre*, Commentaire du tarif en matière civile, n° 2637.

(2) M. L. *Legrand*, Commentaire de la loi du 24 décembre 1897, n° 30.

Ils énumèrent aussi les divers actes dont les frais sont réclamés.

Ils font ressortir distinctement, dans une colonne spéciale, et pour chaque débours, le montant des droits de toute nature payés au trésor. (Toute contravention à cette disposition est punie d'une amende de dix francs en principal qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement) (1).

Quant aux autres débours et aux émoluments, ils sont en principe confondus dans une seconde colonne.

Mais, par exception, la loi se montre plus exigeante en ce qui concerne :

1° *Les Matières ordinaires*. — Outre la colonne spéciale aux droits du Trésor, l'état de frais doit comprendre deux autres colonnes. « La première, dit l'art. 9, § 4 du deuxième décret de 1807, comprend les déboursés y compris le salaire des huissiers, la seconde l'émolument net de l'avoué. » En conséquence, les états sont formés sur trois colonnes : l'une des déboursés, l'autre de l'émolument de l'avoué, et la troisième des droits du Trésor.

2° *Les ventes judiciaires d'immeubles dont les mises à prix ne dépassent pas mille francs* (2). —

(1) Loi de finances du 26 janvier 1892, art. 23.

(2) Loi du 23 octobre 1884, art. 3, § 2 et 3.

L'état de frais doit encore comprendre trois colonnes : l'une indiquant les droits du Trésor, la seconde les émoluments des agents de la loi susceptibles d'une réduction d'un quart, et la troisième les frais ou déboursés qui ne sont pas soumis à réduction (1).

Bien que ces prescriptions soient les seules indiquées par les lois et décrets, nous estimons que l'avoué fera bien d'additionner chacune des colonnes de son état et de totaliser le produit des additions ; il devra en outre signer l'état.

(1) V. Modèles d'états de frais, n^{es} 1, 2 et 3, à la fin de l'ouvrage.

CHAPITRE TROISIÈME

Taxe des Frais

§ 1. — *Dans quels cas elle doit avoir lieu.*

La taxe des frais est obligatoire dans les cas suivants :

1° Dans les instances jugées comme matières sommaires (1) ;

2° Dans les ventes judiciaires d'immeubles (2) ;

3° Dans les affaires d'assistance judiciaire (3) ;

4° Lorsque l'avoué recouvre judiciairement ses frais (4) ;

5° Lorsque les parties requièrent la taxe.

Ajoutons que la taxe peut avoir lieu en dehors de ces divers cas, lorsque l'avoué ou ses représentants la jugent utile.

(1) Deuxième décret du 16 février 1807, art. 1.

(2) Art. 701, 713, 838, 964 et 988, C. pr. civ.

(3) Loi du 22 janvier 1851, art. 20. — Circulaire du Ministre de la Justice du 27 octobre 1888. — V. Chapitre VII.

(4) Loi du 24 décembre 1897, art. 3.

§ 2. — *La taxe est d'ordre public*

Le droit de demander la taxe est d'ordre public. En conséquence, les parties ne peuvent y renoncer et leur droit subsiste même après le paiement volontaire. Avant la loi du 24 décembre 1897, la jurisprudence avait depuis longtemps décidé que la taxe faite par le président en dehors des cas prévus par le deuxième décret de 1807 n'était pas légale, que seul le Tribunal pouvait statuer sur les demandes de taxe et qu'un débiteur qui avait payé à son avoué un état de frais taxé par le président du Tribunal pouvait encore, trente ans plus tard, exiger la taxe légale du Tribunal entier (1). Nous verrons plus loin les améliorations apportées à cet état de choses par la loi du 5 août 1881, en ce qui concerne la durée de la prescription de l'action en restitution du débiteur. Mais le caractère d'ordre public de la taxe a subsisté.

§ 3. — *Visa préalable de la Chambre des avoués.* *Est-il obligatoire ?*

Il est d'usage que les avoués avant de faire taxer leurs frais soumettent leurs états à leur chambre de discipline. Le président de la Cham-

(1) Cass. 9 janvier 1872, (P. 72, p. 129).

bre examine l'état, y fait les modifications qu'il croit nécessaires ou donne son approbation en apposant son visa sur l'état qui lui est présenté. Cet état rédigé sur papier libre est ensuite annexé à celui rédigé sur timbre qui doit être soumis à la taxe du juge. Ainsi que le fait observer Garsonnet (1), « cette pratique est avantageuse au juge
« dont le travail est ainsi préparé; aux justiciables
« qui y trouvent une garantie de plus; à l'avoué
« dont la réclamation a d'autant plus de poids
« qu'elle est appuyée par sa chambre; à la corporation dont la dignité est intéressée à ce
« qu'aucun de ses membres ne demande plus
« qu'il ne lui est dû. »

Cette pratique est-elle obligatoire?

Au xvii^e siècle, le communauté des procureurs de Paris avait acheté les charges de taxateurs qui étaient alors remplies par des fonctionnaires particuliers, et taxait elle-même les états de frais de ses membres. De nombreuses communautés de provinces l'avaient imitée. Les Tribunaux statuaient seulement sur l'appel des décisions rendues par les communautés. « Défense est faite, relatent
« MM. Bataillard et Nusse (*op. cit.*; t. I, p. 381),
« de prendre arrêt devant la Cour du Parlement
« avant d'avoir été en règlement devant la commu-

(1) Traité de procédure, t. 3, p. 269.

« nauté ou son émanation, la Chambre des tiers qui
« se compose de deux receveurs et de trente tiers
« taxateurs . . . Le tiers taxateur rejette les articles
« inutiles, vérifie le nombre des lignes et syllabes
« réglementaires, mentionne brièvement sur son
« mémoire les difficultés qui surgissent et renvoie
« à statuer devant la communauté. Celle-ci, le
« plus souvent, commet un ancien, à moins que
« les compétiteurs ne soient d'accord sur le choix
« de cet arbitre . . . L'appel des décisions de taxe
« est portée devant la juridiction qui a rendu le
« jugement. L'exécution ne se délivre que sur le
« vu du mémoire du tiers et du rapport de l'an-
« cien, cotés, paraphés et visés d'un procureur de
« communauté en charge. »

Mais, peu à peu, la taxe des frais revint aux commissaires nommés par le Roi. La taxe entre confrères subsista, mais devint officieuse.

Puis, à la fin du xviii^e siècle, c'est le juge qui est investi du droit de taxer et est même rendu responsable de sa taxe par le décret des 6-27 mars 1791, art. 3, ainsi conçu : « Toute perception de
« droits et émoluments contraire aux règlements
« est défendue à peine de concussion ; et le juge
« qui aura fait la taxe en sera personnellement
« responsable, sauf son recours contre l'officier
« qui aurait trop reçu : ainsi, d'après la taxe, le
« mémoire des dépenses sera paraphé par le juge

« et restera au greffe annexé à la minute de la « sentence. » Il n'est pas parlé dans ce décret sur l'organisation de l'ordre judiciaire, de taxe entre confrères.

Le 13 frimaire an IX, un arrêté établit, auprès de chaque Tribunal d'appel et de première instance, une Chambre des avoués. Parmi les attributions de la Chambre se trouve celle « de donner « son *avis*, *comme tiers*, sur les difficultés qui « peuvent s'élever lors de la taxe de tous frais et « dépens et même sur tous les articles soumis à « la taxe, lorsqu'elle se poursuit contre partie ou « lorsque l'avoué fait défaut; cet avis pourra « être donné par un des membres commis par « la Chambre à cet effet » (art. 2, § 4 du décret). Ce document, le dernier qui s'occupe du visa de la Chambre des avoués, n'emploie que le mot *avis* et ne semble pas le considérer comme une obligation.

Quant aux décrets de 1807, ils ne parlent pas du visa de la Chambre des avoués. Nous concluons donc que l'avoué ne peut être obligé de faire viser son état de frais par sa Chambre de discipline, puisqu'aucun texte actuellement en vigueur ne le prescrit.

§ 4. — *Par qui doit être faite la Taxe?*

Sauf dans les affaires sommaires, lorsque les avoués veulent recouvrer judiciairement leurs frais contre leur client ou contre la partie adverse condamnée aux dépens avec distraction à leur profit, ils devront, aux termes de l'article 3 § 3 de la loi du 24 décembre 1897, faire taxer leurs états « par le président du Tribunal ou par le premier « président de la Cour d'appel où les frais ont été « faits, ou à leur défaut, par un juge que ceux-ci « désigneront. S'il s'agit de frais relatifs à une « instance, ajoute l'art. 3, le magistrat taxateur « devra, à moins d'empêchement, avoir pris part « au jugement ou à l'arrêt. »

Cette dernière disposition n'est que la répétition de l'art. 2 du deuxième décret de 1807.

« En matière de compte, liquidation ou partage, « dispose encore l'art. 3, les frais faits devant le « Tribunal seront taxés, à moins d'empêchement, « par le juge commissaire. »

« Nous estimons qu'il sera bon, dit à ce sujet M. Legrand (*op. cit.* n° 21), lorsqu'il y aura empêchement, que le président le constate en commettant un autre juge, et qu'à défaut du président ou de l'un des juges ayant pris part à la décision, le magistrat commis soit de préférence celui qui

aurait assisté au jugement sans voix délibérative, en vertu de la loi du 30 août 1883. »

Dans les affaires sommaires, la liquidation des dépens se fait par l'arrêt ou le jugement même qui les a adjugés (article 1^{er} du deuxième décret du 16 février 1807). Dans la pratique, la taxe des dépens, en matière sommaire, est faite par l'un des magistrats qui a concouru à la décision, mais le chiffre des dépens taxés étant porté dans l'arrêt ou le jugement, la taxe devient ainsi l'œuvre de la Cour ou du Tribunal.

§ 5. — *Comment doit être faite la Taxe ?*

La loi de 1897 n'ayant édicté rien de contraire aux décrets de 1807 sur ce point, l'opération matérielle de la taxe, qu'elle soit faite par le président, par un juge ou par le Tribunal entier, s'opère suivant les prescriptions des articles 3 et 4 du deuxième décret de 1807.

L'avoué remet au greffier l'état tel que nous l'avons décrit avec les pièces justificatives placées dans l'ordre qu'elles suivent dans l'état.

En matière sommaire, la remise de l'état doit avoir lieu, aux termes du décret précité, *dans le jour* du prononcé de la décision. En fait, ce court délai n'est pas observé et le greffier laisse en blanc sur la minute du jugement un espace suffisant

pour y insérer ultérieurement le chiffre des frais taxés par le Tribunal. Il se borne à refuser la délivrance de l'expédition tant que ce chiffre ne lui a pas été fourni.

L'obligation pour l'avoué de fournir les pièces justificatives de son état de frais ne pourrait être un empêchement au recouvrement de ses frais en cas d'impossibilité de l'accomplir, par exemple si le client refuse de représenter les actes de procédure de l'avoué qui sont en sa possession. Si l'avoué a justifié de diligences pour obtenir ces pièces le juge doit passer outre et taxer sans justification (1).

Le greffier remet ensuite l'état de frais au juge taxateur qui vérifie chacun des articles, le taxe en marge de l'état, c'est-à-dire y reproduit le chiffre demandé ou y appose le chiffre modificatif, somme le total au bas de la marge, signe l'état, met le mot *taxé* sur chaque pièce justificative et paraphe (2). Le paraphe du juge sur les pièces justificatives présente cette utilité que l'avoué ne peut plus se servir de ces pièces pour justifier un autre état postérieur qu'il pourrait dresser, soit dans une affaire connexe ou encore dans la même affaire pour le soumettre à un

(1) Bordeaux, 22 juin 1892 (Bulletin de la Taxe, t. 12, p. 151).
— Dutruc, Dépens, Frais et Honoraires, p. 123.

(2) Deuxième décret de 1807, art. 5.

autre magistrat plus indulgent. Une circulaire du 8 janvier 1898 de M. le Garde des Sceaux Miliard invite MM. les premiers Présidents à donner des instructions précises aux magistrats de leur ressort afin notamment que le mot *taxé* et le paraphesoient bien apposés sur chaque pièce justificative pour que cette pièce ne puisse plus être produite ultérieurement.

Sorel (1) indique une méthode qui tout en observant les prescriptions de la loi est destinée à apporter plus de lucidité dans la taxe de frais. « En regard de chaque article, qui nous semble conforme au tarif, écrit cet auteur, nous mettons le mot *alloué*, et si, au contraire, un ne nous paraît pas devoir être passé en taxe, nous portons en marge son chiffre total (avec l'indication du motif qui nous le fait rejeter) (2); de même, s'il y a un retranchement partiel, nous indiquons également en marge la quotité de ce retranchement, puis, additionnant ces articles retranchés ou modifiés, nous en opérons la soustraction du total tel qu'il a été chiffré par l'avoué dans la somme de son état de frais. De cette manière, l'officier ministériel, obligé de totaliser lui-

(1) *Boucher d'Argis et Sorel*. Dictionnaire de la Taxe, V^o : Taxe des Dépens, n^o 9.

(2) Contesté. V. ci-après.

même son état de frais, se rend compte immédiatement du résultat de la taxe du juge, et son attention est fixée sur les retranchements qui doivent rester à sa charge personnelle ou être supportés par les huissiers qu'il a mis en œuvre. »

Le juge taxateur doit-il et même peut-il donner le motif du rejet ou de la modification de l'article qu'il taxe ?

Nous trouvons dans la doctrine deux systèmes opposés.

Dans le premier système, on enseigne qu'en accordant à l'avoué de former opposition à la taxe du juge, le législateur a dû comprendre qu'il était bon que l'officier ministériel pût être édifié sur ce qui a déterminé la modification ou le rejet de l'article figurant dans l'état de frais. Il paraît conforme à l'esprit du deuxième décret de 1807 d'énoncer très sommairement, à la suite du chiffre modifié ou rejeté, les raisons qui ont guidé le magistrat taxateur (1).

Dans la seconde opinion qui est la plus généralement admise, on soutient que la nécessité de la marche régulière et prompte de la justice, et, jusqu'à un certain point, la dignité du magistrat s'opposent à ce qu'il exprime les motifs qui le font se décider dans un sens ou dans l'autre; c'est

(1) *Boucher d'Argis et Sorel*, op. cit., n° 9.

seulement le mot « *taxé* » qu'aux termes de l'art. 4 du deuxième décret de 1807, le juge doit écrire sur chaque pièce justificative en le faisant suivre de son paraphe (1).

Un jugement du Tribunal de Béziers du 21 juillet 1900 restreint les annotations du juge aux chiffres alloués, au total et à la signature et considère comme nul et non avenu ce que le juge pourrait ajouter à ces annotations et notamment les motifs qui ont décidé le juge à supprimer ou à modifier les chiffres de l'avoué. Ce jugement est ainsi motivé :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 4 du décret du 16 février 1807, le juge chargé de liquider les frais doit « *taxer* » chaque article en marge de l'état, « *additionner le total et le signer* ; »

« Attendu qu'aux termes de l'art. 5 du même décret « *le montant de la taxe* » doit être porté au bas de l'état de frais et signé du juge qui a procédé à la taxe ;

« Attendu que, en s'exprimant ainsi, le législateur a manifesté très clairement sa volonté d'exclure toute indication de motifs à l'appui de la taxe, comme toute mention autre que « *le montant de cette taxe* » au bas de l'état de frais ; que le juge taxateur doit donc se borner pour chaque

(1) *Garsonnet*, Traité de procédure, t. 3, n° 500, p. 370.

article à l'expression « *taxé* » et pour le montant total à la seule mention : « *taxé à la somme de...* »

« Attendu, dès lors, que la mention ci-dessus relatée et ajoutée par le juge au montant de la taxe de l'état de M^e R. . . . , ne pouvait y être inscrite au vœu de la loi ; qu'elle est contraire à l'esprit comme au texte du décret du 16 février 1807 ; qu'à bon droit, d'ailleurs, cette mention est considérée par ledit M^e R. . . . comme portant atteinte à sa dignité d'officier ministériel et doit à tous égards être considérée comme nul et non avenue. »

Si le président, ou le magistrat par lui commis, juge utile que l'avoué lui fournisse oralement des explications, celui-ci doit se rendre auprès de lui sans pouvoir se borner à fournir des renseignements par écrit. Un refus constituerait un manque d'égards à l'autorité du Président et l'avoué serait passible de peines disciplinaires.

De même le magistrat taxateur peut appeler devant lui la partie adverse et il le fait par une simple lettre missive lorsqu'il le juge utile (1).

§ 6. — *Signature du Juge et du Greffier*

Le juge doit enfin signer la taxe de l'état de frais. Sa signature suffit et celle du greffier n'est

(1) *Amiaud et Legrand*, Explication de la loi du 24 décembre 1897, page 80, n° 64.

pas obligatoire à peine de nullité, bien qu'on ait pu tirer argument à ce sujet de l'art. 5 du deuxième décret de 1807, ainsi conçu : « Le mon-
« tant de la taxe. . . . sera signé du juge qui aura
« procédé et du greffier. »

La Cour de Grenoble s'est prononcée dans notre sens le 30 août 1838 par un arrêt dont nous extrayons le passage suivant :

« Attendu que c'est par suite de l'art. 5 du décret du 16 février 1807 que la signature du greffier est demandée à la suite de l'ordonnance de taxe rendue par le commissaire taxateur et signée par ce dernier; mais que cet article ne prononçant pas la peine de nullité contre la taxe faite, on ne pourrait, pour l'inobservation d'une pareille formalité qui n'est point essentielle pour donner à la taxe le caractère d'authenticité que lui imprime le « *taxat* » signé par le commissaire taxateur, annuler une taxe régulièrement faite. »

CHAPITRE QUATRIEME

Recouvrement des Frais contre le Client

SECTION I. — PROCÉDURE ANTÉRIEURE A 1897

Avant la loi du 24 décembre 1897, l'avoué, après avoir fait taxer ses frais par le magistrat compétent, était obligé, pour les recouvrer contre la partie au nom de laquelle il avait occupé, d'assigner celle-ci en paiement et d'obtenir condamnation contre elle, autrement dit de faire un second procès pour obtenir le paiement d'un premier.

Cette obligation pour l'avoué était contenue dans les articles 9 du deuxième décret 16 février 1807 et 60 du Code de procédure.

De la combinaison de ces deux articles résultaient les règles suivantes : 1° La demande était dispensée du préliminaire de conciliation ; 2° Elle devait être portée devant le tribunal où les frais avaient été faits ; 3° Le juge de paix était incompétent, *ratione materiæ*, même si la demande était inférieure à 200 francs ; 4° Cette procédure n'était

applicable que contre le client de l'avoué et non contre la partie adverse; 5° L'assignation devait contenir en tête, la copie du mémoire des frais réclamés et taxés par un juge.

Cette procédure présentait de nombreux inconvénients. C'était d'abord une véritable instance accompagnée des difficultés et des lenteurs inhérentes aux procès. La taxe du juge était obligatoire, mais il fallait qu'elle fût en quelque sorte homologuée par le Tribunal entier, ce qui la rendait illusoire et presque inutile. L'avoué qui avait reçu de sa partie, payant volontairement et même sans réserve le montant de la taxe du juge, restait exposé à une demande de restitution dont la prescription était la prescription ordinaire de 30 ans; le seul moyen que l'avoué avait à sa disposition, pour obtenir une taxe ayant force légale, était d'assigner son client devant le Tribunal et d'obtenir un jugement de condamnation bien que d'accord avec son débiteur (1). Les dispositions sus-rappelées étaient d'ordre public et il ne pouvait y être dérogé par l'accord des parties.

Les avoués pouvaient aussi user du droit qui leur a été conféré par l'article 30 de la loi du 22 frimaire an VII, lequel était ainsi conçu : « Les officiers publics qui, aux termes des dispositions

(1) Cass. 9 janv. 1872 (P. 72, p. 129).

« précédentes, auront fait pour les parties l'avance
« des droits d'enregistrement, pourront prendre
« exécutoire du juge de paix de leur canton pour
« leur remboursement. L'opposition qui serait
« formée contre cet exécutoire, ainsi que toutes
« les contestations qui s'élèveraient à cet égard,
« seront jugées conformément à l'article 65 de la
« présente, relatif aux instances poursuivies au
« nom de la nation. »

Cette procédure était très simple : l'avoué présentait au juge de paix de son canton une requête en tête de laquelle il avait transcrit la quittance du receveur d'enregistrement et joignait à cette requête la quittance et les pièces enregistrées ; le juge de paix délivrait un exécutoire au bas de la requête et le greffier en expédiait une grosse en forme exécutoire, grâce à laquelle l'avoué pouvait procéder à la saisie des biens de son débiteur.

Mais, ce mode de recouvrement ne s'appliquait qu'aux droits d'enregistrement et il est très rare que l'avoué n'ait à réclamer à son client que ce déboursé. En employant la procédure de l'exécutoire, l'avoué était obligé d'intenter par la suite une nouvelle action pour le paiement de ses émoluments devant le tribunal civil. Aussi, comme la procédure de l'exécutoire n'était que facultative, l'avoué, en pratique, s'adressait presque toujours

au tribunal civil pour obtenir en bloc le paiement de ses déboursés et de ses émoluments.

Cette procédure a-t-elle été conservée par la loi de 1897 ? La question est controversée.

L'article 7 de la loi est ainsi conçu : « L'article 30 de la loi du 22 frimaire an VII est abrogé dans celles de ses dispositions qui sont contraires à la présente loi. » Pourquoi la loi de 1897 n'a-t-elle pas expressément abrogé l'article 30 de la loi de l'an VII au lieu de le faire avec les réserves qu'elle a mentionnées ? Comme rien dans la nouvelle loi n'est contraire à la procédure de l'exécutoire du juge de paix, nous pensons que l'abrogation ne s'applique qu'à l'opposition et aux contestations qui composent la finale de l'article 30 de la loi du 22 frimaire an VII et nous considérons l'exécutoire du juge de paix comme possible quoique moins avantageux encore depuis la loi de 1897.

Telles étaient les deux procédures que pouvaient suivre les avoués pour recouvrer leurs frais contre leurs clients.

Une légère amélioration avait été apportée à cet état de choses par la loi du 5 août 1881 qui décidait, dans son article 4 ; « que les demandes en taxe ou les actions en restitution des frais et honoraires des avoués seraient prescrites par deux ans du jour du paiement ou du règlement

« par compte-arrêté, reconnaissance ou obligation. » Mais la procédure ne fut transformée que par la loi de 1897. La taxe du président devint alors légale, et une procédure simple, expéditive et peu coûteuse remplaça l'action en justice de l'article 9 du deuxième décret de 1807.

SECTION II. — ORDONNANCE DE TAXE RENDUE EXÉCUTOIRE

Lorsque le juge a taxé les frais ainsi que nous l'avons relaté dans le chapitre 3, sa taxe n'a plus besoin d'être homologuée, par le Tribunal ; l'avoué doit simplement, lorsqu'il veut recouvrer ses frais contre son client, faire revêtir par le greffier l'ordonnance de taxe de la formule exécutoire des jugements, arrêts et actes susceptibles d'exécution forcée (article 2 de la loi du 2 septembre 1871) (1).

A la différence de ce qui se passait sous l'empire du deuxième décret de 1807 (art. 5, *in fine*), dans la procédure du recouvrement des frais de l'avoué distractionnaire contre la partie adverse condamnée aux dépens, procédure qui a servi de modèle à celle que nous étudions, le greffier ne garde plus l'ordonnance de taxe et n'en délivre plus de grosse à l'avoué ; il écrit directement la

(1) Voir le texte de la formule exécutoire à la fin de cet ouvrage.

formule exécutoire sur la minute même de l'ordonnance qu'il remet à l'avoué et qui reste en la possession de ce dernier, même après le paiement « sauf, ajoute M. Legrand (*op. cit.*, n° 28), à y mentionner le paiement libératoire et à y rayer la formule exécutoire. »

Est-il indispensable que cette formule exécutoire soit écrite et signée par le greffier ? La jurisprudence s'est déjà prononcée à ce sujet. Le Tribunal de Marmande, le 5 mai 1898, a rendu un jugement ainsi motivé :

Le Tribunal : Sur le moyen tiré de ce que la formule exécutoire n'a point été signée par le greffier :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 24 décembre 1897, le magistrat taxateur rend une ordonnance de taxe revêtue sur minute de la formule exécutoire; »

« Que si, d'une façon générale, c'est le greffier qui signe la formule exécutoire par lui apposée sur les grosses des décisions de justice, il ne saurait en être obligatoirement ainsi lorsqu'il s'agit d'une formule exécutoire qui fait partie de la minute même de l'ordonnance de taxe, à la rédaction de laquelle le greffier reste étranger selon l'esprit de la loi de 1897 qui a visé à la suppression de toutes formalités et émoluments non indispensables. »

La loi de 1897 n'a pas, en effet, indiqué par qui serait écrite et signée la formule exécutoire dont l'ordonnance de taxe doit être revêtue. Comme il est dans les attributions des greffiers de délivrer des expéditions et de leur donner la formule exécutoire, nous pensons que ce sont les greffiers qui doivent revêtir l'ordonnance de taxe de cette formule; mais nous ajouterons, conformément à la décision que nous venons de rapporter, qu'il n'y aura pas de nullité si le Président accomplit lui-même cette formalité, puisqu'il a le pouvoir de déclarer ses ordonnances exécutoires sur minute, notamment en matière de référé, et qu'il en est de même du magistrat qui le remplace.

L'ordonnance revêtue de la formule exécutoire doit être enregistrée, sinon dans les vingt jours de sa date comme les actes du greffe auxquels on ne peut l'assimiler, du moins avant qu'il n'en soit fait usage comme les ordonnances sur requête.

SECTION III. — SIGNIFICATION DE L'ORDONNANCE

Il faut maintenant que l'avoué fasse connaître à son client la taxe du juge. A cet effet, prescrit l'art. 4 de la loi de 1897, « les avoués devront « signifier à la partie débitrice par acte d'avoué à « avoué, s'il y a avoué constitué, sinon à per-

« sonne ou domicile, l'état détaillé des frais taxés et
« l'ordonnance du magistrat taxateur, revêtue sur
« minute de la formule exécutoire. »

L'ordonnance de taxe constitue le titre exécutoire de l'avoué ; sa perte le mettrait donc dans l'impossibilité de poursuivre le débiteur. Nous pensons que l'avoué pourra obtenir un nouveau titre en présentant au magistrat taxateur une requête motivée dont il devra supporter les frais.

Remarquons d'abord qu'aucun délai n'a été déterminé entre la date de l'ordonnance et la date de la signification. L'avoué pourra donc attendre autant de temps qu'il voudra avant de signifier l'ordonnance.

En ce qui concerne l'acte lui-même, la loi prescrit de le faire par acte d'avoué à avoué, s'il y a avoué constitué. Comme dans le cas qui nous occupe, la condition que met la loi à l'acte du palais ne se rencontrera que très rarement, puisque le client n'aura pas eu souvent l'occasion de constituer un nouvel avoué, nous exposerons plus loin (1) les motifs qui ont déterminé le législateur à prescrire ce mode de signification et dont les principaux sont l'économie et la célérité.

Cutre la copie de l'état des frais et celle de l'ordonnance du magistrat revêtue de la formule exéc-

(1) V. chapitre V, section 2, § 2.

cutoire, l'acte de signification doit contenir en premier lieu :

Constitution d'avoué pour le requérant.

Les avoués pouvant occuper pour eux-mêmes (2), l'avoué requérant peut se constituer dans la signification de son état de frais. La jurisprudence s'est déjà prononcée sur ce point dans un arrêt rendu par la Cour d'appel de Lyon le 20 juin 1899, ainsi conçu : « Attendu que l'arrêt du 6 décembre 1898 de la première chambre de la Cour d'appel de céans, a prononcé au profit de M^e B. . . , avoué, la distraction des dépens dont s'agit dans l'opposition à taxe formée par la veuve A. . . ; que la signification de l'état détaillé des frais et de l'ordonnance de taxe spécifie formellement qu'elle est faite à la requête de M^e B. . . , avoué près la Cour d'appel de Lyon, agissant comme distractionnaire des dépens, constituant avoué en sa personne et élisant domicile en son étude ; d'où il suit que cette signification satisfait aux prescriptions de l'art. 4, § 2, de la loi du 24 décembre 1897, et que le premier moyen de forme soulevé par l'exposante manque en fait. »

L'acte de signification doit encore contenir *la déclaration que l'ordonnance de taxe deviendra définitive, si elle n'est pas frappée d'opposition*

(2) Cass. 25 janvier 1841 (S. 41, 1, 494. P. 41, 1, 605)

dans la quinzaine (loi de 1897, art. 4, § 2). Cette énonciation, ainsi que la constitution d'avoué, est prescrite à peine de nullité. Elle a pour but d'éveiller l'attention de la partie débitrice sur l'effet de la signification et de le renseigner sur le court délai à l'expiration duquel tout recours serait impossible.

La signification, ainsi que nous l'avons vu, doit être faite au débiteur lui-même lorsqu'il n'a pas d'avoué constitué ou à son avoué dans le cas contraire.

Lorsque le débiteur vient à mourir avant la signification, celle-ci peut être faite à ses héritiers collectivement sans désignation des noms et qualités (loi de 1897, art. 4, § 4). Cette disposition n'est que l'application de l'art. 447 du Code de procédure civile sur les délais d'appel. Si le débiteur meurt après la signification, celle-ci devra être réitérée aux héritiers par application du droit commun.

Lorsque le débiteur est un mineur non émancipé, la signification ne doit pas être faite à la fois au tuteur et au subrogé-tuteur, mais au tuteur seul. Cette opinion résulte des travaux préparatoires de la loi au cours desquels le Sénat a rejeté un texte contenant référence à l'art. 444 du Code de procédure civile, lequel prescrit que les délais d'appel ne courent contre le mineur non éman-

cipé que du jour où le jugement aura été signifié tant au tuteur qu'au subrogé-tuteur, encore que ce dernier n'ait pas été en cause. (V. M. Legrand, *op. cit.*, n° 32.)

SECTION IV. — EFFETS DE LA SIGNIFICATION

La signification fait courir un délai de quinzaine, augmenté dans divers cas, que nous étudierons plus loin, et à l'expiration duquel l'ordonnance devient définitive; de plus elle interrompt la prescription et fait courir les intérêts. (Loi de 1897, art. 4, § 7.)

Enfin, conséquence très importante et qui l'assimile complètement aux jugements, elle emporte hypothèque judiciaire, mais, ajoute la loi, « l'ordonnance ne pourra être exécutée et l'inscription valablement prise qu'après l'expiration du « délai d'opposition. »

M. Legrand (*op. cit.*, n° 37) commente ainsi cette dernière disposition de l'art. 4 :

« Afin de prévenir les abus qui auraient pu se produire et les dangers d'une hâte excessive, l'exécution sera cependant suspendue et l'inscription ne devra pas être prise pendant le cours des délais d'opposition. Cela permettra au débiteur, s'il n'a pas de motifs légaux de former opposition et s'il n'use pas du droit d'en faire valoir, de se

libérer et d'éviter soit les poursuites d'exécution du bénéficiaire de la taxe, soit l'éventualité d'une inscription hypothécaire. Nous attirons un instant l'attention sur l'expression « *valablement* » employée par le législateur dans la disposition suivante : « L'inscription ne pourra être valablement prise qu'après l'expiration du délai d'opposition. » Le mot « *valablement*, » ajouté par le Sénat et accepté par la Chambre, est passé dans la rédaction définitive. Le but signalé à la commission du Sénat, et consacré par les termes du rapport, a été que le conservateur des hypothèques n'eût pas le droit, pour couvrir sa responsabilité, d'exiger la preuve de l'autorité définitive du titre et de l'expiration des délais d'opposition. Le conservateur des hypothèques sera donc tenu d'inscrire l'hypothèque sur la simple représentation de la taxe en minute revêtue de la formule exécutoire, sans avoir à demander la justification soit de la signification, soit de l'expiration des délais d'opposition. La question de validité de l'inscription n'intéresse que les rapports entre le créancier inscrivait et le débiteur. La commission de la Chambre des députés a adopté cette doctrine conforme d'ailleurs aux principes posés par l'art. 2148 du Code civil. »

SECTION V. — OPPOSITION A TAXE

L'ordonnance de taxe étant un acte de juridiction gracieuse, une simple opposition suffit pour en arrêter l'exécution.

§ 1. — *Qui peut former opposition ?*

L'opposition peut être formée tant par le débiteur que par celui au profit duquel elle a été rendue, ainsi qu'il résulte du § 3 de l'art. 4 de la loi de 1897 ainsi conçu : « Dans les 15 jours de la « signification, l'ordonnance de taxe est susceptible d'opposition de la part tant de la partie « débitrice que de la partie qui en est bénéficiaire. » L'avoué n'a donc pas besoin, pour se ménager le droit de former opposition à l'ordonnance de taxe, de faire dans la signification des réserves à ce sujet.

L'opposition ne serait plus recevable d'une partie qui aurait acquiescé à la taxe, soit en payant le montant du chiffre alloué, soit en approuvant un compte qui comprenait les frais taxés. Comme le fait remarquer M. Didio (1) « il ne s'agit plus ici du cas où les frais de l'officier ministériel

(1) Commentaire de la loi du 24 décembre 1897, n° 165.

n'avaient été l'objet que d'une taxe officieuse ou d'un règlement amiable. La taxe maintenant est faite légalement et elle est susceptible d'acquiescement. On ne saurait prétendre que l'ordre public est encore intéressé, alors que la taxe a eu lieu. Mais il faut, bien entendu, ajoute l'auteur, pour qu'il y ait acquiescement, que la partie débitrice ait eu connaissance de la taxe. »

§ 2. — *Délai de l'opposition*

Le délai est de 15 jours sauf application des dispositions des articles 73, 74 et 1033 du code de procédure civile (1).

(1) Ces articles sont ainsi conçus : « Si celui qui est assigné demeure hors de la France continentale, le délai sera : 1° Pour ceux qui demeurent en Corse, en Algérie, dans les îles Britanniques, en Italie, dans le royaume des Pays-Bas et dans les Etats ou Confédérations limitrophes de la France, d'un mois ; 2° Pour ceux qui demeurent dans les autres états, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et de celui de la mer Noire, de deux mois ; 3° Pour ceux qui demeurent hors d'Europe, en deçà des détroits de Malacca et de la Sonde et en deçà du cap Horn, de cinq mois ; 4° Pour ceux qui demeurent au-delà des détroits de Malacca et de la Sonde et au-delà du cap Horn, de huit mois. Les délais ci dessus seront doublés pour les pays d'outre-mer, en cas de guerre maritime art. 73).

« Lorsqu'une assignation a une partie domiciliée hors de la France sera donnée à sa personne en France, elle n'emportera

Ce délai de 15 jours a donné lieu à de vives controverses lors de la discussion de la loi ; les avis étaient partagés entre le délai de trois jours établi par l'art. 6 du décret du 16 février 1807 et des délais plus longs qui allaient jusqu'à l'exécution du jugement. Le délai de quinzaine est un moyen terme entre ces solutions extrêmes.

L'art. 4, § 4, de la nouvelle loi indique une cause de suspension de ce délai. Elle consiste dans la mort de l'une des parties ayant le droit d'opposition.

« Le délai reprend son cours, ajoute l'article,
« après une nouvelle signification faite au domi-
« cile du défunt et à compter de l'expiration des
« délais pour faire inventaire et délibérer si cette

« que les délais ordinaires, sauf au tribunal à les prolonger s'il
« y a lieu (art. 74).

« Le jour de la signification et celui de l'échéance ne sont
« point comptés dans le délai général fixé pour les ajourne-
« ments, les citations, sommations et autres actes faits à per-
« sonne ou domicile. Ce délai sera augmenté d'un jour à raison
« de cinq myriamètres de distance. Il en sera de même dans
« tous les cas prévus, en matière civile et commerciale lors-
« qu'en vertu de lois, décrets ou ordonnances, il y a lieu d'aug-
« menter un délai à raison des distances. Les fractions de moins
« de quatre myriamètres ne seront pas comptées ; les fractions
« de quatre myriamètres et au-dessus augmenteront le délai
« d'un jour entier. Si le dernier jour du délai est un jour férié, le
« délai sera prorogé au lendemain (art. 1033). »

« signification a eu lieu avant que ces derniers
« délais fussent expirés. »

§ 3. — *Formes de l'opposition*

« L'opposition, prescrit la loi de 1897, art. 4, § 3, doit être faite comme la signification de l'ordonnance par acte d'avoué à avoué, s'il y a avoué constitué, sinon par ajournement. »

C'est encore par mesure d'économie que la loi a introduit la possibilité d'agir par acte du palais, mais l'inobservation de cette disposition n'entraînerait pas la nullité de l'acte ; en effet, la loi ne parle pas de nullité et la seule sanction à la faute de l'avoué consiste à laisser à sa charge les frais de l'ajournement. Nous trouvons sur ce point un jugement du Tribunal de la Seine (1) ainsi motivé :

« Attendu que L. prétend : 1° que ladite opposition n'est point recevable en la forme par le motif qu'elle a été faite par voie d'ajournement au lieu de l'être par voie de conclusions.

« 2° Attendu, sur le premier moyen que si l'art. 4 de la loi du 24 décembre 1897 dispose que l'opposition doit être faite par acte d'avoué, s'il y

(1) Trib. civ. de la Seine (1^{re} Ch.). M. Dubost, président ; 1^{er} juin 1900. — V. aussi Trib. civ. de la Seine (1^{re} Ch.). M. Plan-teau, président ; 25 novembre 1898.

a avoué constitué, et, si, dans la signification qui a été faite de ladite taxe, M^e O... s'est constitué pour L..., cette disposition n'est point prescrite à peine de nullité, et que, dès lors, la voie de l'ajournement est permise, sauf à celui qui l'a employée à supporter la différence des frais. »

En dehors des mentions ordinaires des actes du palais ou des exploits d'huissier, l'acte d'opposition doit contenir :

1^o L'exposé des motifs qui font agir l'opposant. « Cette opposition doit être motivée, » dit la nouvelle loi.

L'inobservation de cette prescription entraînerait la nullité de l'acte bien que la loi ne l'ait pas indiqué expressément.

En effet, la loi de 1897 n'a pas voulu déroger à l'article 61 du code de procédure civile qui prescrit, à *peine de nullité*, que l'exploit d'ajournement doit contenir l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens ; au contraire, la loi a voulu affirmer l'application de ce principe général à l'opposition à taxe en insistant sur l'exposé des motifs. De plus, elle a simplifié la procédure de telle façon que l'acte d'opposition saisit directement la chambre du conseil qui statue sans autre procédure et ne pourrait le faire sans connaître les moyens invoqués. C'est ce que M. Ber-

trand, dans son rapport supplémentaire à la Chambre des députés, énonce en disant que l'opposition devra être motivée afin de simplifier la procédure. Les formes impératives qui n'ont cessé d'être employées pendant la discussion de la loi et les motifs qui ont déterminé cette disposition sont encore de puissants arguments en faveur de la nullité d'une opposition non motivée.

La jurisprudence s'est d'ailleurs prononcée dans ce sens et un arrêt de la Cour d'appel de Lyon, du 9 février 1900, annule une opposition non motivée en appuyant ainsi sa décision :

« Considérant que, aux termes de l'art. 4, § 3, de loi du 24 décembre 1897, tout opposant à une ordonnance de taxe doit modifier son opposition ;

« Considérant que, bien que la loi n'indique pas que cette obligation de motiver une opposition soit prescrite à peine de nullité, il n'est pas douteux, néanmoins, que le défaut de motifs, n'entraîne la nullité de l'opposition ;

« Que c'est, en effet, une condition nécessaire pour que l'officier ministériel, à l'encontre duquel opposition est faite, puisse présenter sa défense ;

« Que l'article 61, C. proc. civ., exige qu'en toute matière l'exploit d'ajournement contienne, à peine de nullité, l'objet de la demande et l'exposé sommaire des moyens ;

« Qu'on ne saurait admettre que parce que le législateur n'a pas pris le soin de dire dans le § 3 de l'art. 4 de la loi de 1897, que l'inobservation de sa prescription entraînerait la nullité, il ait entendu faire exception à la règle générale édictée par l'art. 61, C. proc. civ.

« Considérant que, dans l'exploit introductif d'instance, en date du 16 septembre dernier, par lequel il a formé opposition à l'ordonnance de taxe qui lui avait été signifiée par M^e C..., B... s'est contenté, pour motiver son opposition, de déclarer qu'il ne devait pas la somme réclamée ;

« Considérant que cette déclaration ne constitue pas un véritable motif au sens juridique du mot ;

« Qu'elle n'indique nullement à M^e C..., sur quel point l'ordonnance est attaquée et sur quel point, par conséquent, ce dernier doit préparer sa défense ;

« Qu'elle n'indique pas si l'ordonnance de taxe est véritablement contestée, et si, par conséquent, il s'agit bien d'une opposition à taxe ;

« Qu'en effet, B..., n'expliquant pas pour quel motif il ne doit pas la somme réclamée, on peut supposer qu'il entend soutenir qu'il ne doit absolument rien de cette somme, soit parce que ce n'est pas lui qui doit payer, soit parce qu'il aurait déjà payé M^e C... ; que, dans ces conditions, l'opposition de B..., doit être déclarée nulle.»

Des motifs vagues et généraux satisferaient-ils à la prescription de la loi ou au contraire faut-il des motifs précis et détaillés ?

Un autre arrêt de la Cour de Lyon du 20 juin 1899, interprète un peu largement cette prescription en disant « que bien que l'art. 4, § 3 de la loi, exige que l'opposition à taxe soit motivée, la veuve Amar s'est bornée, dans celle qu'elle a formée, à dire que « plusieurs des articles portés en « taxe, notamment les art. 2, 4, 5, 6, 7, 10, 13, « 14 et 15 de la note taxée sont insuffisamment « justifiés et expliqués ou notablement majorés, » qu'en admettant qu'une opposition ainsi motivée, remplisse le vœu de la loi, *etc...* »

Il nous semble qu'une telle opposition n'est pas motivée selon l'esprit de la loi, que la formule employée par la veuve A..., est une formule de style applicable à toutes les oppositions et que la Cour de Lyon aurait dû rejeter l'opposition pour ce fait.

2° Citation. — Outre des motifs, l'opposition doit contenir citation en chambre du conseil. Bien que la loi de 1897 ne se soit pas non plus exprimée à ce sujet, il résulte des termes qu'elle emploie que l'absence de citation serait un cas de nullité.

D'ailleurs, les raisons qui nous ont fait décider

que l'opposition doit être motivée à peine de nullité nous feront décider qu'elle doit, sous la même sanction, contenir citation. Sans cela, le but d'économie visé par la loi ne serait pas atteint, puisqu'il faudrait un second acte pour saisir le Tribunal ; la célérité n'existerait plus, puisqu'aucun délai ne pourrait être invoqué entre l'opposition et la citation. Les débats n'auraient plus lieu sans procédure, puisqu'il y aurait déjà deux actes signifiés.

D'autre part, ainsi que le constate un jugement du Tribunal civil de Lyon du 22 juin 1899, « soit les termes de l'art. 4, § 3 de la loi du 24 décembre 1897, soit ceux de l'art. 6 du décret du 16 février 1807, non abrogé sur ce point, sont absolument formels à cet égard, etc., etc... »

§ 4. — *Tribunal compétent.*

Le Tribunal devant lequel l'opposant doit citer l'avoué est celui où les frais ont été faits. L'article 60 du Code de procédure n'a pas été abrogé et d'ailleurs cette compétence est justifiée à tous les points de vue. C'est en effet ce Tribunal qui est le plus apte à trancher le différend puisqu'il connaît l'affaire ; c'est lui qui a le plus d'autorité sur les avoués, puisqu'il a sur eux un droit de discipline ; ajoutons qu'il est préférable que les

avoués dont le ministère est forcé ne soient pas détournés de leurs fonctions pour porter leurs demandes devant le Tribunal de leurs clients, souvent éloigné, et qu'enfin, puisque la taxe doit être faite par le président du Tribunal où les frais ont été faits, l'opposition à la taxe ne peut être portée devant un autre Tribunal.

La loi de 1897 a prescrit que les débats auraient lieu dans la Chambre du conseil (art. 4 § 5). La Chambre du conseil présente en effet des avantages que ne compensent en rien ceux de l'audience publique. Comme l'a fait remarquer M. Bertrand (1), les explications, vérifications, discussions souvent pour des chiffres minimes y sont plus facilement produites. De plus, pour la dignité des officiers ministériels, il valait mieux que les observations de leurs clients et la discussion de leurs émoluments se passent loin du public.

§ 5. — *Procédure.*

Toujours dans un but *d'économie* et de *rapidité*, la loi de 1897 (art. 4 § 5) a prescrit que les débats auraient lieu sans procédure.

Que faut-il entendre par les mots *sans procé-*

(1) Rapport déposé à la Chambre des députés le 16 juin 1896.

dure? En nous inspirant des motifs de cette prescription (la célérité et l'économie), nous dirons que les avoués ne pourront exciper de conclusions à signifier pour demander des délais et des émoluments. Mais rien ne les empêche de se signifier entre eux des conclusions qui leur permettent de connaître à l'avance les observations de leurs adversaires, l'exposé complet des motifs de l'opposition et la réponse de l'avoué dont on attaque l'état de frais. Les débats ne peuvent qu'y gagner en clarté et en rapidité. C'est pourquoi la pratique les emploie presque toujours.

Bien entendu, l'avoué peut se contenter de prendre des conclusions en Chambre du conseil sans les signifier à son adversaire. Il a été jugé ainsi par le Tribunal de Béthune, le 9 mars 1899, dont la décision est motivée en ces termes :

« Attendu qu'à tort B.... excipe de ce que M^e F..... ne lui a pas signifié les conclusions prises par lui dans les débats de l'opposition ;

« Qu'il résulte des dispositions de la loi du 24 décembre 1897, qu'en matière d'opposition à taxe, « les débats doivent avoir lieu en Chambre
« du conseil sans procédure, le ministère public
« entendu et le jugement rendu en audience publique ;

« Que cette loi a voulu organiser une procédure expéditive et peu coûteuse ;

« Qu'il s'en suit que la signification des conclusions ne doit pas être faite ; que si elle eût dû l'être, ladite loi l'aurait ordonnée. »

Nous verrons, au paragraphe suivant, que ces conclusions orales ne doivent être que le développement des moyens invoqués dans l'acte d'opposition.

La loi ajoute que le ministère public devra être entendu. Mais l'avis du ministère public qui doit être fourni après les explications des parties et par conclusions verbales, n'est que facultatif. Et si le représentant du ministère public juge à propos de le donner, les juges sont parfaitement libres de le rejeter et de n'en pas tenir compte.

§ 6. — *Sur quoi doit porter l'Examen du Tribunal ?*

L'examen du Tribunal ou de la Cour, et par conséquent son jugement ou arrêt ne doit porter que sur les articles mentionnés dans l'opposition ; s'il en était autrement, la prescription de la loi de 1897 qui veut que l'opposition soit motivée, deviendrait illusoire.

La Cour de Lyon l'a décidé dans un arrêt du 20 juin 1899, dont nous extrayons les passages suivants :

« Attendu que l'examen de la Cour doit se borner aux neuf articles de l'état de frais spécifiés dans l'opposition en tenant compte des explications fournies aux débats par le mémoire, signé par elle, que la veuve A. . . . y a versé pour préciser la contestation dont chacun des articles est l'objet de sa part ;

« Attendu que, dans le mémoire explicatif versé par elle aux débats, la veuve A. . . . a cru devoir soulever des contestations contre plusieurs autres articles de l'état taxé dont il n'est pas fait mention dans l'opposition formée par elle ;

« Qu'il ressort des termes et de l'esprit de la loi du 24 décembre 1897 que l'opposition à taxe doit faire connaître les articles taxés qui sont contestés, et que toute contestation nouvelle et postérieure à l'opposition est non recevable.

Tout en se limitant aux articles mentionnés dans l'opposition, l'examen du Tribunal peut-il porter sur des motifs ou moyens autres que ceux indiqués dans l'acte d'opposition et que l'opposant invoque et soulève, soit par des conclusions signifiées à l'avoué avant l'audience, soit par un mémoire ou oralement à l'audience ?

Nous devons dénier le droit à l'opposant d'ajouter par des conclusions prises *à l'audience*, oralement ou par écrit, des motifs nouveaux à ceux contenus dans son acte d'opposition. Son adver-

saire se trouverait désarmé, étant pris au dépourvu, et c'est ce qu'a voulu éviter la loi en prescrivant que l'opposition serait motivée.

Nous avons vu pourtant que le Tribunal civil de Béthune a décidé, le 9 mars 1899, que les conclusions prises dans les débats pouvaient ne pas être signifiées. Mais comme il ne résulte pas du jugement que ces conclusions contenaient des moyens nouveaux, nous ne pensons pas que les partisans de l'opinion contraire puissent en tirer argument.

Nous ne dirons pas de même en ce qui concerne les moyens nouveaux contenus dans des conclusions signifiées *avant l'audience* à la partie adverse, surtout si les conclusions sont signifiées avant l'expiration du délai de quinze jours de la signification, car on ne peut refuser à l'opposant le droit de modifier son acte d'opposition par leur intermédiaire, puisqu'il pourrait encore signifier un second acte d'opposition en se désistant du premier.

L'opposant aurait encore ce droit, même si le délai d'opposition était expiré. En effet, en prescrivant de motiver l'opposition, la loi supposait que la procédure se bornerait à l'acte d'opposition et voulait que l'avoué contesté fût prévenu des moyens soulevés contre lui ; mais, si par une autre voie que celle de l'acte d'opposition cet avoué se

trouve averti des arguments de son adversaire, le but de la loi se trouve atteint. Il suffit, pour empêcher les oppositions d'intervenir à la légère et uniquement dans un but moratoire, de limiter l'examen du Tribunal aux articles indiqués dans l'acte, sans le limiter aux moyens qui y sont invoqués.

Une autre question se pose en ce qui concerne les exceptions et moyens de défense qui sont soulevés à l'appui de l'opposition à taxe. Les juges saisis doivent-ils uniquement borner leur examen aux questions de tarif et de taxe, autrement dit doivent-ils se limiter à un simple contrôle de l'application des tarifs par le magistrat taxateur, et doivent-ils se déclarer incompetents pour l'examen des autres griefs invoqués ?

Nous trouvons dans les auteurs et la jurisprudence de puissants arguments à l'appui de la négative.

M. Didio (*op. cit.*, n° 173), s'exprime à ce sujet en ces termes : « La loi nouvelle ne limite pas l'action de la Chambre du Conseil à un simple contrôle des tarifs appliqués par le magistrat taxateur. Sous peine de compromettre parfois grandement les intérêts de l'opposant qui se trouverait désarmé par la procédure rapide organisée par cette loi, on est obligé d'admettre que la Chambre du Conseil a plénitude de compétence pour apprécier

cier les divers griefs qui peuvent être invoqués, et pour statuer sur les exceptions qui peuvent être soulevées à l'appui de l'opposition. »

La jurisprudence s'est ralliée à cette opinion. Voici dans quels termes un jugement du Tribunal civil de la Seine (1^{re} chambre), du 25 novembre 1898, motive sa décision :

« En ce qui concerne la fin de non-recevoir tirée de ce que la Chambre du conseil ne serait pas compétente pour statuer sur les moyens d'opposition tirés du fond :

« Attendu que déjà sous l'empire du second décret du 16 février 1807, l'opposition à taxe devait être portée devant la Chambre du conseil, dont rien dans le texte visé ne limite l'action à un simple contrôle des tarifs appliqués ; qu'au contraire, la pensée très nette du législateur a été d'investir cette juridiction spéciale de la plénitude de compétence dans des débats pour lesquels l'audience publique paraissait contre-indiquée ; que les termes de l'art. 6 du décret susvisé ne permettent d'établir aucune distinction dans les griefs soulevés contre la taxe ; qu'admettre le contraire ne tendrait à rien moins qu'à violer les prévoyantes dispositions de la loi, puisqu'il suffirait d'une critique quelconque, fondée ou non, mais étrangère aux tarifs, pour substituer une instance proprement dite avec ses frais et ses len-

teurs à la procédure expéditive, autant qu'économique, voulue par le législateur.

« Attendu qu'il résulte tant des travaux préparatoires que du texte même de la loi de 1897, que ce qui vient d'être dit s'applique avec encore plus de force aux dispositions nouvelles ; qu'en effet, le but manifeste du législateur a été d'instituer une procédure rapide et peu coûteuse, une sorte d'instance en paiement soumise à des règles particulières ; que discuter certains griefs soulevés contre la taxe par la voie ordinaire et en audience publique, serait donc aller contre les vues du législateur et le texte même de la loi ; qu'en conséquence, la prétention de X... de ce chef est mal fondée, et doit être repoussée. »

Nous trouvons dans un autre jugement du Tribunal civil de la Seine, du 20 mai 1898, un nouvel argument ainsi conçu :

« Attendu, au surplus, que la thèse contraire imposerait aux intéressés des instances ordinaires que la nouvelle loi a précisément voulu proscrire en cette matière, et qu'on ne comprend pas d'ailleurs quelle procédure, à l'audience publique, pourrait soustraire le débiteur aux si graves conséquences d'une ordonnance contre laquelle la seule voie de recours est l'opposition devant la Chambre du Conseil ; d'où il suit que l'incompé-

tence de cette juridiction aurait pour résultat direct la forclusion du débiteur, ce qui est inadmissible » (1).

§ 7. — Jugement

« Le jugement est rendu à l'audience publique » (art. 4, § 6).

Conformément à l'article 135 du code de procédure civile (2), l'exécution provisoire peut en être demandée et ordonnée puisque l'ordonnance de taxe constitue un acte authentique (3).

SECTION VI. — APPEL.

Une seconde voie de recours, mais subsidiaire, est réservée au débiteur par l'art. 4, § 6 de la loi de 1897 ainsi conçu : « Le jugement sera susceptible d'appel dans les formes et dans les cas ordinaires. »

L'ordonnance de taxe ne peut être frappée directement d'appel. Un débiteur ne pourrait laisser s'écouler le délai d'opposition et faire inter-

(1) Comp. Cassation, 2 février 1887 (Gaz. Pal., 87; 1,245), et *Dalloz*, Rép. alphab., v^o Frais et dépens, n^o 212.

(2) « L'exécution provisoire sans caution sera ordonnée, s'il y a titre authentique. »

(3) *Légrand* (*op. cit.* n^o 35). — *Didio* (*op. cit.* n^o 175).

jeter ensuite appel de l'ordonnance de taxe. Si l'opposition n'intervient pas dans le délai fixé par la loi, l'ordonnance devient définitive et toute voie de recours est impossible. Nous basons notre affirmation tant sur l'ensemble des textes de loi et leur esprit que sur l'assimilation de l'ordonnance de taxe à l'ancien exécutoire de dépens.

L'article 4 déclare, en effet, que c'est le jugement rendu sur l'opposition qui est susceptible d'appel. D'autre part, l'ordonnance de taxe étant un acte de juridiction gracieuse rendu non contradictoirement ne peut être frappée d'appel.

« L'appel, dit l'art. 4, sera régi par le droit commun. » Le délai sera donc de deux mois à partir de la signification du jugement ; la procédure sera celle du Code de procédure civile et l'appel ne sera recevable que si l'objet du litige dépasse quinze cents francs.

Mais que constituera l'objet du litige ? Sera-ce la somme totale de l'état des frais ou seulement le montant des diminutions et des retranchements demandés ?

M. Legrand (*op. cit.* n° 35) estime que l'objet du litige se compose du chiffre total auquel s'élève l'état de frais soumis à la taxe, de même qu'en droit commun, l'objet du litige se compose de la somme demandée, alors même que des offres du débiteur auraient réduit la somme contestée.

Un arrêt de la Cour d'appel de Nancy du 6 février 1901 décide au contraire « que la contestations qui divise les parties, telle qu'elle résulte de leurs conclusions en première instance, ne portant que sur une somme de 889 fr. 60 allouée par le juge taxateur ; que l'opposant n'ayant soulevé aucune critique quant au surplus de la taxe dont il s'est reconnu ainsi débiteur ; que cette situation juridique étant établie par les conclusions réciproques des parties, l'intérêt du litige s'est donc trouvé réduit à une somme inférieure à 1.500 francs ; qu'il s'en suit que le jugement qui est intervenu sur ce litige, a été rendu en dernier ressort.

Nous adopterons cette décision de la Cour de Nancy en faisant remarquer que l'opposition doit contenir l'indication des articles contestés et que, par suite, il n'est plus question des autres articles de l'état de frais ; l'opposant reconnaît sa dette en ce qui concerne ces derniers qui ne sont pas litigieux ; le jugement sur l'opposition ne s'en occupe pas et il serait abusif de les faire entrer en ligne de compte pour déterminer le droit à l'appel.

CHAPITRE CINQUIÈME

Recouvrement des Dépens contre la partie adverse

SECTION I. — DISTRACTION DES DÉPENS

Pour que l'avoué puisse recouvrer directement ses frais contre la partie adverse condamnée aux dépens, il faut que la distraction des dépens ait été ordonnée à son profit. En vertu de cette distraction des dépens, l'avoué devient créancier direct et personnel de la partie adverse, mais il doit, pour l'obtenir, affirmer avoir fait l'avance de la majeure partie des frais qu'il réclame ou, tout au moins, offrir de faire cette affirmation (1). C'est pourquoi la plupart des jugements sont ainsi libellés : *Condamne X... aux dépens, et en fait distraction au profit de M^e Y..., avoué « aux offres de droit. »*

Outre le droit de poursuivre directement et en son nom la partie condamnée aux dépens, la dis-

(1) Art. 133 C. pr. civ.

traction offre à l'avoué les avantages suivants : la partie gagnante, au profit de laquelle est rendu le jugement, ne peut céder sa créance résultant de la condamnation ; elle ne peut en poursuivre elle-même le recouvrement (1) et la partie condamnée ne peut opposer à l'avoué en compensation une créance qu'elle aurait contre la partie gagnante.

Nous allons examiner quelle procédure l'avoué distractionnaire doit suivre pour recouvrer ses frais contre la partie condamnée aux dépens.

Deux hypothèses sont à envisager :

- 1° Les dépens ont été liquidés au jugement ;
- 2° La liquidation n'a pas été faite.

Nous commencerons par ce dernier cas auquel s'appliquent presque toutes les règles que nous venons d'exposer pour le recouvrement des frais contre le client de l'avoué.

SECTION II. — RECouvreMENT DE DÉPENS NON LIQUIDÉS

§ 1. — *Procédure antérieure à 1897*

Avant la loi de 1897, le recouvrement des dépens non liquidés contre la partie adverse par l'avoué distractionnaire était régi par le

(1) Contesté. *Contra.* Trib. civ. de Nevers, 11 mars 1901, M^e Ris, président, (Gal. Pal, 22 mai 1901).

deuxième décret de 1807. Selon les prescriptions de ce décret, l'avoué devait faire taxer son état de frais par un juge ayant assisté au jugement. Puis, il remettait l'état taxé au greffier, lequel le gardait pour minute dans ses archives et en délivrait une grosse en forme exécutoire à l'avoué. Celui-ci n'avait plus qu'à la signifier à la partie adverse et à lui faire commandement d'en payer le montant. Les voies de recours que pouvait suivre la partie condamnée consistaient en une opposition qui devait être formée dans les trois jours de la signification et un appel du jugement rendu sur l'opposition.

La loi de 1897 a d'abord adopté en la modifiant cette procédure du recouvrement des dépens non liquidés contre la partie adverse, puis elle l'a généralisée en l'appliquant au recouvrement des frais contre le client de l'avoué, mais en la modifiant encore.

Il en résulte que depuis 1897, la procédure à suivre par l'avoué pour recouvrer ses frais contre son client ressemble à celle du recouvrement des dépens contre la partie adverse. Comme nous avons déjà étudié la première de ces procédures, il nous suffira pour connaître la seconde de montrer les différences qui les séparent. Nous rechercherons ensuite quels progrès ces procédures ont réalisés en les comparant avec la procédure du

deuxième décret de 1807 dont se sont inspirés les législateurs de 1897.

§ 2. — *Procédure actuelle*

Les règles que nous avons exposées pour le recouvrement des frais de l'avoué contre son client s'appliquent, d'après l'art. 5 § 1 de la loi de 1897, aux frais non liquidés réclamés par un avoué distractionnaire des dépens contre la partie adverse condamnée à les payer. »

Ainsi l'avoué devra faire taxer ses frais, puis faire revêtir l'état de frais taxé de la formule exécutoire et signifier le tout à la partie adverse par acte d'avoué à avoué, si elle a un avoué constitué, sinon par exploit à personne ou domicile. Le débiteur aura les voies de recours exposées *suprà*, chap. IV, sect. v et vi, sauf les trois différences qui vont être indiquées :

A. « Le délai d'opposition ne sera pas augmenté « à raison des distances si le jugement ou l'arrêt « sur le fond est contradictoire. » (art. 5 de la loi de 1897).

En effet, dans le cas qui nous occupe, le débiteur est représenté par un avoué. Or, cet avoué connaît l'affaire dont on réclame les frais, il est plus compétent que son client pour reconnaître les exagérations de l'état de frais ; c'est à lui quel'état

de frais est signifié ; c'est lui qui doit faire l'opposition par acte d'avoué à avoué. Le délai de quinzaine a paru suffisant quelle que soit la résidence du débiteur, étant donnée surtout la rapidité actuelle des communications postales. Nous ferons d'ailleurs remarquer qu'avant la loi de 1897, le délai n'était que de trois jours et qu'une augmentation de douze jours est suffisante sans que d'autres augmentations soient nécessaires.

B. La seconde différence existe dans le *droit d'appel*.

Nous avons vu dans notre chapitre IV, section VI, que l'appel dans la procédure du recouvrement des frais contre le client de l'avoué est celui du droit commun et que, par conséquent, il peut être intenté lorsque le chiffre des articles contestés dépasse 1500 fr. La loi de 1897 apporte dans notre cas une restriction à l'application du droit commun en édictant que l'appel ne sera recevable *que s'il y a appel de quelque disposition sur le fond*.

Cette restriction existait déjà dans le tarif de 1807 (art. 6 *in fine*) et la loi de 1897 n'a fait que la reproduire littéralement. Elle a été dictée par la relation qui existe entre la condamnation au fond et la condamnation aux dépens, laquelle n'est que la conséquence de la première. Si les parties acceptent la condamnation au fond, elles ne sont plus

fondées à attaquer la condamnation aux dépens, étant donné surtout que l'appel sur les dépens s'exercerait contre l'avoué distractionnaire personnellement au lieu de s'exercer contre la partie gagnante. En prescrivant de n'exercer le droit d'appel sur les dépens que lorsqu'il y a une contestation au fond, le législateur a évité cette anomalie et rendu la partie gagnante seule responsable des suites du jugement qu'elle a obtenu. D'ailleurs, cette prescription est si légitime qu'elle n'a soulevé aucune critique depuis 1807.

C. La troisième et dernière restriction, toujours au profit de l'avoué distractionnaire, est ainsi conçue :

« L'ordonnance de taxe pourra être exécutée « dès qu'elle aura été signifiée et l'inscription de « l'hypothèque judiciaire pourra être valablement « prise avant même la signification. »

Dans le cas qui nous occupe, en effet, l'ordonnance du juge n'est pas une décision isolée, principale, indépendante. Au contraire, bien que le chiffre de la taxe n'ait pas été compris dans le jugement ou l'arrêt, bien qu'il n'ait pas été liquidé, les dépens ne sont que l'accessoire et le complément de la condamnation principale. N'aurait-il pas été étonnant que le jugement ou l'arrêt eût été exécutoire pendant les délais d'appel dans ses dispositions au fond et qu'il ne l'eût pas été dans

sa disposition relative aux dépens ? C'est pourquoi le législateur a assimilé sur ce point la condamnation aux dépens à la condamnation principale.

De même, n'aurait-il pas été étrange de voir le client de l'avoué prendre inscription d'hypothèque judiciaire aussitôt après que le jugement fut rendu et l'avoué attendre, pour prendre inscription d'hypothèque relativement aux dépens de l'instance, que les délais d'opposition soient expirés ou que la signification soit faite ?

Aussi l'art. 5 déclare-t-il que l'hypothèque judiciaire pourra être valablement prise avant même la signification, conformément au droit commun.

« Il n'y avait plus ici, constate M. Legrand (*op. cit.* n° 43) d'abus à craindre, puisque les dépens font déjà l'objet d'un jugement de condamnations et qu'en vertu de ce jugement même avant taxe des frais, l'hypothèque judiciaire existe et peut valablement être prise. On se rappellera, ajoute M. Legrand, ce que nous avons dit plus haut (v. chap. IV. sect. iv) sur l'insertion et la portée du mot « *valablement* » dans le dernier paragraphe de l'article 4 ; nos observations retrouvent ici leur application ; la représentation du titre est seule nécessaire pour permettre au conservateur des hypothèques d'inscrire l'hypo-

thèque requise sans avoir à rechercher si l'ordonnance est signifiée, si elle est définitive et si elle est valablement rendue ; avec raison, le texte antérieurement soumis au parlement a été dégagé d'une disposition aux termes de laquelle le juge taxateur devait, dans l'espèce, autoriser l'inscription de l'hypothèque judiciaire avant la signification ; il était plus simple et plus juridique, et cela a été fait, que la loi elle-même contînt l'autorisation que le juge eut été obligé de donner. »

Toujours conformément au droit commun, l'article 5 *in fine* prescrit que l'exécution de l'ordonnance de taxe sera suspendue s'il y est fait opposition ou si la décision sur le fond est frappée d'opposition et d'appel. L'avoué doit alors faire statuer sur l'opposition ou l'appel avant de continuer les poursuites, mais les poursuites ne sont que suspendues, c'est-à-dire que les actes faits antérieurement à l'opposition ou l'appel continueront à produire leur effet après le rejet de l'opposition ou de l'appel.

§ 3. — Progrès réalisés par la loi de 1897

Si l'on compare la procédure de 1807 et celle de 1897 on trouve les différences suivantes :

L'état de frais reste maintenant entre les mains de l'avoué au lieu d'être annexé aux qualités

comme le décret de 1807 (art. 4) l'exigeait : le greffier ne délivre plus de grosse de l'ordonnance de taxe; son office se borne à apposer sur l'état taxé la formule exécutoire.

La signification de l'état de frais et de l'ordonnance peut être faite par acte d'avoué, ce qui n'était pas possible sous l'empire du décret de 1807.

Le délai d'opposition est de quinze jours au lieu de trois.

L'opposition peut être faite par acte d'avoué à avoué comme la signification.

L'ordonnance de taxe est assimilée à un jugement et en a les importants effets (interruption de la prescription, cours des intérêts, hypothèque judiciaire).

Ces différents changements ont pour but la célérité et l'économie. Néanmoins, l'intérêt du débiteur n'a pas été sacrifié et malgré leur désir d'accélérer la solution des contestations entre avoués et plaideurs, les législateurs ont augmenté le délai d'opposition en faveur de ces derniers.

SECTION III. — DÉPENS LIQUIDÉS AU JUGEMENT

La loi de 1897 ne s'est pas préoccupé du recouvrement des dépens liquidés dans les jugements et arrêts. Elle n'a rien innové en ce qui le

concerne et ce recouvrement est toujours régi par le deuxième décret du 16 février 1807, qui n'a été abrogé que dans celles de ses dispositions contraires à la nouvelle loi de 1897.

Conformément à l'art. I du décret de 1807, c'est en matière sommaire que les dépens devront être liquidés au jugement ou à l'arrêt.

Nous avons vu au chapitre III § 4 quelle marche devait suivre l'avoué pour faire liquider ses frais ; elle consiste dans le dépôt au greffe de l'état de frais « dans le jour du jugement, » dit le décret, en réalité dans un bref délai.

Lorsque l'état est taxé par le Tribunal, le greffier mentionne le total des frais accordés dans le dispositif qui se trouve ainsi libellé :

Condamnons X aux dépens liquidés à... etc.

Nous avons dit que le greffier ne devrait pas délivrer de grosse sans que le chiffre des dépens liquidés y soit mentionné. Si, par suite d'erreur ou d'oubli de la part de l'avoué, le greffier ne mentionne pas la liquidation dans la minute du jugement les dépens adjugés et en délivre une grosse, le jugement n'est pas nul pour cela et la partie qui aurait obtenu les dépens ne serait pas déchue du droit de les réclamer. Elle devrait faire taxer les dépens, obtenir une ordonnance exécutoire et la signifier conformément à la loi de 1897 ; mais comme elle aurait pu éviter ces frais en fai-

sant liquider les dépens dans le jugement, le coût de l'ordonnance exécutoire et de la signification resterait à sa charge (1).

Lorsque les deux parties sont condamnées toutes deux aux dépens, chacune pour une fraction de la masse des frais et que l'une de ces parties refuse de déposer son état au greffe et empêche ainsi la formation de la masse des frais et son insertion dans le dispositif du jugement ou de l'arrêt, il y a lieu, dit Dutruc (*op. cit.* p. 118), d'ordonner que cette partie effectue le dépôt dont s'agit dans un délai déterminé, sous peine de dommages-intérêts par chaque jour de retard (2).

Lorsque l'avoué a obtenu la grosse du jugement contenant le chiffre des dépens liquidés, il la signifie à la partie condamnée par acte d'avoué, s'il y a avoué constitué, par exploit d'huissier et il peut lui faire commandement de payer puisqu'il a un titre exécutoire.

Le débiteur (de même que l'avoué distractionnaire) peut former opposition au jugement, uniquement en ce qui concerne les dépens. Mais le délai, au lieu d'être de quinze jours comme l'a ordonné la nouvelle loi dans les espèces que nous

(1) V. Dutruc, *op. cit.* p. 133; Garsonnet, *op. cit.* t. 3, p. 376;
— Cass. 5 avril 1870.

(2) Orléans 29 juin 1887 (Bulletin de la taxe T. 7, n° 108).

avons déjà examinées, est resté de trois jours à partir de la signification. Pour les raisons que nous exposées à la section précédente, ce délai ne s'augmente pas à raison des distances s'il y a avoué constitué; mais, d'autre part, en raison de son peu de durée, il est suspensif d'exécution.

Contre qui doit être formée l'opposition en cas de distraction? C'est contre la partie et non contre l'avoué distractionnaire, car l'opposition remet les choses en l'état.

L'acte d'opposition doit être fait par acte d'avoué à avoué. Il doit contenir constitution d'avoué et citation en chambre du conseil (art. 6 du deuxième décret de 1807 et § 6 et 7 du tarif des frais de taxe annexé à ce décret). Il est statué sommairement par le tribunal.

Ainsi que nous l'avons vu en matière de dépens non liquidés et pour les mêmes motifs, l'art. 6 n'a autorisé l'appel du jugement sur l'opposition en matière de dépens liquidés que s'il y a appel de quelque disposition sur le fond.

CHAPITRE SIXIÈME

Recouvrement en cas de désistement

Lorsqu'une partie à un procès se désiste de son action, elle offre tacitement de payer les frais qu'elle a occasionnés à son adversaire: « Le désistement, dit l'art. 403 C. pr. c., emporte soumission de payer les frais. »

« L'obligation de payer les frais, dit Garsonnet (*op. cit.*, t.V., p. 804), s'étend à tous les frais occasionnés par la demande à tous ceux qui en ont été la conséquence, aux dommages-intérêts résultant du préjudice qu'elle a causé au défendeur, et à l'amende qu'il a dû consigner ou qu'il doit payer en cas de faux incident, d'appel, de recours extraordinaire et de tierce opposition. Elle ne cesse d'exister que si le désistement a été fait sous condition de ne pas payer les frais et accepté dans ces termes, ou s'il implique transaction, auquel cas il s'interprète suivant les termes de l'accord et l'intention des contractants. »

Mais le désistement ne suffit pas pour rendre

l'avoué personnellement créancier de la partie qui se désiste et lui permettre d'employer une des procédures que nous venons d'examiner.

En effet, l'avoué ne peut agir lui-même, puisqu'il n'y a eu ni jugement, ni distraction à son profit et que le désistement est fait au profit de son client et, d'autre part, son client ne peut employer la procédure de la loi de 1897, puisque cette loi ne réglemeute que le recouvrement des frais *dus aux avoués*, aux notaires et aux huissiers. L'avoué doit donc agir au nom de son client et la procédure à suivre est toujours celle du Code de procédure civile et du tarif de 1807.

Lorsque l'état des frais est taxé, l'avoué, au nom de son client, requiert du Président du Tribunal ou de la Cour l'apposition sur l'état de frais taxé d'une ordonnance d'exéquatur semblable à celle que nous avons étudiée au chap. IV, sect. II, mais la procédure à suivre pour l'obtenir n'est plus du tout la même. Cette procédure est réglementée par l'art. 402 C. pr. c. et les art. 70, § 31, et 76, § 10 du premier tarif de 1807.

Deux actes sont nécessaires pour obtenir cette ordonnance : 1° une requête adressée au Président du Tribunal ou de la Cour à fin de permission de citer devant lui la partie qui s'est désistée pour voir rendre exécutoire la taxe des frais ; — 2° un acte d'avoué à avoué contenant dénonciation de

la requête et de l'ordonnance de permis de citer avec sommation de se trouver devant le Président aux jour et heure indiqués dans l'ordonnance.

A première vue, la présence de la partie adverse paraît superflue et l'on peut s'étonner que les législateurs du Code de procédure se soient montrés plus exigeants dans le cas qui nous occupe, que ceux du décret de 1807 pour l'exécutoire de dépens. Mais, disent Chauveau et Godoffre (1) : « Pour qu'il y ait lieu à la délivrance d'un exécutoire, il faut que la condamnation aux dépens dérive d'une décision judiciaire autre que la taxe. Et cette décision, dont l'exécutoire n'est que le corollaire, ne peut consister que dans un jugement. Une ordonnance (art. 319, C. pr. c.) n'est admise que dans des cas exceptionnels précisément spécifiés par la loi. Ici, il y a des dépens à payer, et un simple désistement emporte bien soumission de les solder, mais, quand il y a refus ou résistance, pour les vaincre il faut une décision judiciaire; voilà pourquoi l'art. 403 a exigé une ordonnance du Président rendue parties présentes ou dûment appelées. »

Puisque l'ordonnance du Président a le pouvoir de prononcer une condamnation aux dépens, elle doit avoir la même puissance en ce qui con-

(1) *Chauveau et Godoffre*, Commentaire du Tarif, p. 536.

cérne la distraction des dépens au profit de l'avoué du défendeur. « Rien n'empêche, dit en effet Garsonnet (*op. cit.*, t. 5, p. 806), l'avoué du défendeur de demander à son profit la distraction des dépens ; d'une part, elle est due à l'avoué de la partie gagnante, et le défendeur triomphe quand le demandeur reconnaît, en se désistant, que sa demande est, au moins quant à présent, mal fondée ; d'autre part, l'avoué qui ne serait pas distractionnaire risquerait de voir le défendeur insolvable colluder avec le demandeur pour l'empêcher de rentrer dans ses frais. Il obtient la distraction, comme en matière d'ordre, par une simple sommation de payer les frais entre ses mains, avec affirmation qu'il a fait la plus grande partie des avances. »

L'avoué doit ensuite faire signifier cette ordonnance et l'état de frais taxé qui la précède par acte du palais à l'avoué de la partie débitrice et peut ensuite pratiquer les diverses mesures d'exécution que la loi met à la disposition de tout créancier muni d'un titre exécutoire. Bien plus, cette ordonnance est exécutoire pour provision, notwithstanding, dit l'art. 403 C. pr. c., opposition ou appel.

La partie qui s'est désistée a, contre cette ordonnance, une ou deux voies de recours suivant qu'elle a été rendue par le président du Tribunal ou le président d'une Cour d'appel.

Si l'ordonnance a été rendue par le Président du Tribunal, elle est susceptible d'opposition et le jugement sur cette opposition est lui-même susceptible d'appel si les frais contestés dépassent 1.500 francs.

Mais, si l'ordonnance a été rendue par le président de la Cour d'appel, elle ne peut être frappée que d'opposition, car l'arrêt qui intervient sur cette opposition est rendu sans appel, puisqu'il n'y a pas de juridiction supérieure et qu'un arrêt de la Cour n'est pas susceptible d'appel.

En ce qui concerne l'opposition, on a soutenu qu'elle n'est recevable dans l'espèce que si l'ordonnance a été rendue sans que les parties aient été présentes ni appelées, cette voie de recours étant réservée aux décisions rendues par défaut. Nous repousserons cette interprétation de l'art. 403 C. pr. c., car : 1° elle suppose gratuitement que cet article a entendu déroger aux principes généraux en matière de taxe et notamment à l'art. 6 du deuxième décret du 16 février 1807 aux termes duquel les ordonnances ou jugements rendus à ce sujet sont susceptibles d'opposition, qu'ils soient rendus contradictoirement ou par défaut ; 2° il n'est pas admissible que l'ordonnance rendue en l'espèce soit à l'abri de tout recours, et l'article 6 du deuxième décret du 16 février 1807

n'admettant l'appel en matière de taxe que lorsqu'il y a appel de quelques dispositions sur le fond, il est de toute nécessité que l'opposition y soit toujours admise.

CHAPITRE SEPTIÈME

Recouvrement en matière d'Assistance judiciaire

Le plaideur doit faire l'avance des sommes dues au Trésor pour droits de timbre, d'enregistrement et de greffe et de celles dues aux greffiers, aux officiers ministériels et aux avocats pour droits, émoluments et honoraires.

La loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire dispensait déjà provisoirement les indigents de faire toutes ces avances afin de leur permettre d'exercer leurs droits en justice devant les tribunaux civils, les tribunaux de commerce et les juges de paix.

La loi du 10 juillet 1901 a étendu cette dispense « aux établissements publics ou d'utilité publique, aux associations privées ayant pour objet une œuvre d'assistance et jouissant d'une personnalité civile lorsque, à raison de l'insuffisance de leurs ressources, ces établissements et associations se trouvent dans l'impossibilité d'exercer

leurs droits en justice ». Elle a étendu le champ d'application de l'assistance judiciaire aux actes d'exécution et à ceux relevant de la juridiction gracieuse, de la juridiction administrative et de la juridiction pénale.

En ce qui concerne les actes d'exécution, l'assistance judiciaire peut maintenant être accordée pour tous actes et procédures d'exécution à opérer en vertu de décisions obtenues sans le bénéfice de cette assistance ou de tous actes, même conventionnels, si les ressources de la partie qui poursuit l'exécution sont insuffisantes.

L'avoué désigné par le Président de la Chambre sur la demande du bureau d'assistance judiciaire doit donc prêter gratuitement son ministère à l'assisté. Nous ajouterons qu'il manquerait à ses devoirs en lui réclamant des honoraires et qu'il serait passible de peines disciplinaires pour ce fait. Mais ainsi que l'énonce la loi, l'assistance n'est que provisoire et l'avoué peut recevoir les émoluments qui lui sont dus dans les cas suivants :

A. Lorsque la partie adverse ne bénéficie pas de l'assistance judiciaire et qu'elle est condamnée à une partie ou à la totalité des dépens ;

B. Lorsque les procédures d'exécution et les instances relatives à cette exécution entre l'assisté et la partie poursuivie ont été discontinuées ou

suspendues pendant plus d'une année, ces frais étant réputés dus par la partie poursuivie, sauf justifications ou décisions contraires ;

C. Lorsque le bénéfice de l'assistance judiciaire est retiré à l'assisté, ce qui peut avoir lieu, dit l'art. 21 de la loi de 1901, « en tout état de cause, même après la fin des instances et procédures pour lesquelles elle a été accordée : 1° s'il survient à l'assisté des ressources reconnues suffisantes ; 2° s'il a surpris la décision du bureau par une déclaration frauduleuse. »

En cas de condamnation aux dépens prononcée contre l'adversaire de l'assisté ou de recouvrement des frais d'exécution dont il vient d'être parlé, l'avoué de l'assisté ne peut pas recouvrer lui-même ses frais. La condamnation aux dépens est prononcée au profit de l'administration de l'enregistrement et des domaines, qui en poursuit le recouvrement comme en matière d'enregistrement, « sauf, ajoute l'art. 18 de la loi de 1901, le droit pour l'assisté de concourir aux actes de poursuite, conjointement avec l'administration, lorsque cela est utile pour exécuter les décisions rendues et en conserver les effets. »

Ajoutons que si la condamnation aux dépens n'était pas prononcée au profit de l'administration de l'enregistrement et des domaines, la distraction à son profit existerait de plein droit.

L'explication de cette dérogation aux règles habituelles du recouvrement des frais dus aux avoués nous est fournie par le dernier paragraphe de l'art. 18 ainsi conçu :

« La créance du Trésor pour les avances qu'il a faites, ainsi que pour tous droits de greffe, d'enregistrement et de timbre, a la préférence sur celle des autres ayants droit. »

C'est pour cette cause que l'administration de l'enregistrement et des domaines a été chargée du recouvrement de ses avances, et pour éviter des poursuites multiples elle a été chargée en même temps de recouvrer tous les frais du procès, à charge par elle de faire immédiatement aux divers ayants droit la distribution des sommes recouvrées.

L'avoué de l'assisté doit rédiger son état de frais de façon à faire connaître dans des colonnes distinctes non seulement les droits qui reviennent au Trésor, mais aussi les émoluments des huissiers, ceux du greffier et les siens (1) pour simplifier la répartition des frais. Ajoutons que l'assistance judiciaire n'apporte aucune dérogation à l'application des tarifs.

Nous avons vu au chapitre III, § 5, que, dans

(1) Voir modèle d'état des frais en matière d'assistance judiciaire à la fin de l'ouvrage.

les affaires sommaires, l'avoué doit, aux termes du deuxième décret de 1807, remettre son état au greffier dans le jour du jugement et qu'en fait, cette prescription n'était pas toujours observée.

Dans les affaires sommaires d'assistance judiciaire, l'avoué devra remettre son état au greffier, sinon dans le jour du jugement, du moins dans un très bref délai. En effet, aux termes de l'article 20 de la loi de 1901, le greffier est tenu, *dans le mois du jugement* contenant liquidation des dépens, de transmettre au receveur de l'enregistrement l'extrait du jugement sous peine de dix francs d'amende par chaque extrait de jugement non transmis dans ledit délai.

L'avoué fera donc bien de faire liquider les dépens assez à temps pour que le greffier puisse observer le délai prescrit. Ajoutons qu'en ne faisant pas liquider les dépens à temps, l'avoué pourrait être obligé de rembourser au greffier l'amende encourue.

Dans les affaires ordinaires, l'avoué, après avoir fait taxer ses frais, devra remettre l'état au greffier assez à temps pour que celui-ci puisse, *dans le mois de la taxe*, dresser un exécutoire et le transmettre au receveur d'enregistrement.

En prescrivant au greffier de transmettre l'exécutoire au receveur d'enregistrement dans le mois de la taxe, la loi de 1901 modifie fort heureuse-

ment celle de 1851 qui faisait courir le délai d'un mois du jour du jugement et obligeait ainsi l'avoué à remettre son état de frais au greffier avant l'expiration de ce délai. L'inobservation de cette règle par les avoués avait donné lieu à de nombreuses instructions des ministres des finances et de la justice (1). La multiplicité des documents montre qu'il avait été difficile d'obtenir l'exactitude des avoués; leur retard avait d'ailleurs une excuse légitime; pour être complet, l'exécutoire de dépens devait comprendre souvent les frais de levée et de signification du jugement qui ne sont connus qu'au bout de quelque temps. Aussi, une circulaire du procureur impérial de la Seine, en date du 11 janvier 1858, avait indiqué comme maximum un délai de tolérance de deux mois à partir du jugement. (Brière-Valigny, n° 107.)

La loi du 10 juillet 1901, en faisant courir le délai d'un mois de la taxe du juge, a permis à l'avoué de terminer sa procédure avant de rédiger son état de frais.

La loi de 1901 n'a prolongé le délai que pour les affaires ordinaires. Les avoués devront donc, dans les affaires sommaires, dresser un second

(1) V. M. *Simon*, *Traité de l'Assistance judiciaire*, p. 170.

état pour les frais postérieurs au jugement, faire taxer cet état, et le remettre au greffier qui, dans le mois de la taxe, devra en délivrer un exécutoire au receveur de l'enregistrement.

Il faut remarquer que la loi de 1901 prescrit au greffier de délivrer au receveur d'enregistrement un exécutoire semblable à ceux qu'il délivrait aux avoués sous l'empire du deuxième décret de 1807; la partie poursuivie ne connaîtra donc que le chiffre total de la taxe et pour en connaître le détail et pouvoir faire opposition, elle sera encore obligée de se rendre au greffe et d'y demander communication de l'état. Il nous semble que la loi de 1901 aurait pu appliquer les innovations de la loi de 1897 et prescrire la signification au débiteur de l'état de frais entier.

Lorsque c'est l'assisté qui est condamné aux dépens et que le bénéfice de l'assistance judiciaire lui est retiré, c'est encore l'administration de l'enregistrement et des domaines qui est chargée du recouvrement des dépens. En prévision d'un retrait futur de l'assistance judiciaire, l'administration de l'enregistrement demande non seulement à l'avoué de l'assisté, mais aussi aux autres avoués en cause, de dresser leurs états de frais comme il a été dit *suprà* et de les déposer taxés au greffe, dans les délais que nous venons d'indiquer.

Il s'en suit que, dans toutes les affaires dans lesquelles une des parties bénéficie de l'assistance judiciaire, tous les avoués en cause, quelque soit le résultat, doivent faire taxer leurs états de frais et les déposer au greffe.

CHAPITRE HUITIÈME

Sûretés et garanties du recouvrement des frais

Puisque la loi a accordé des émoluments à l'avoué, il était nécessaire qu'elle lui fournît des sûretés et des garanties lui permettant d'éviter le plus possible une action en justice ou lui en assurant l'efficacité lorsqu'il serait dans l'obligation d'y recourir.

Les principales de ces sûretés et garanties sont, outre la distraction des dépens qui le rend créancier personnel et que nous avons déjà étudiée au chapitre V, section I :

1° Le droit de demander une provision au client ;

2° Le droit de rétention des pièces ;

3° Un privilège sur le montant de la condamnation.

SECTION I. — DROIT DE DEMANDER UNE PROVISION

Lorsqu'un client vient s'adresser à un avoué et le constitue dans une affaire, l'avoué ne peut être forcé de faire les avances nécessaires à la représentation de son client en justice. Il a incontestablement le droit d'exiger de lui une provision égale au montant présumé des frais et peut refuser le mandat de son client si celui-ci se refuse à lui verser cette provision. Le ministère de l'avoué n'est obligatoire que parce qu'il est salarié ; la loi n'a pu obliger l'avoué à prêter son ministère au public qu'en lui assurant la rémunération de son travail et si l'avoué ne pouvait obliger son client à lui consigner une somme suffisante pour lui garantir cette rémunération, son salaire deviendrait illusoire et incertain. Les clients insolubles feraient des procès à la légère, et l'avoué n'aurait aucun moyen de les en empêcher. Ajoutons que la demande d'une provision de la part de l'avoué retient souvent les plaideurs téméraires en leur faisant connaître les frais auxquels ils s'exposent, et pour cette cause elle est aussi profitable au client qu'à l'officier ministériel. D'ailleurs, cette pratique s'est tellement généralisée chez les officiers ministériels que l'art. 8 du décret du 25 août 1898 concernant le tarif des

notaires *oblige* ceux-ci à demander une provision à leurs clients. « Les notaires, dit-il, *doivent* réclamer la consignation des frais qu'ils auront à déboursier pour les actes qu'ils sont chargés de dresser. »

La question suivante se pose souvent dans la pratique :

Si un client insolvable ou inconnu d'un avoué adresse les pièces d'une affaire à celui-ci en lui donnant mandat de prendre des mesures conservatoires ayant un caractère d'urgence, l'avoué peut-il renvoyer les pièces au risque de rendre les mesures conservatoires irréalisables par suite de son refus?

Nous rencontrons sur cette question deux opinions contraires. La négative est enseignée par Troplong (mandat, n° 346), qui s'exprime en ces termes : « Même en cas de refus, le mandataire peut, dans certaines circonstances, se trouver obligé à prendre des mesures conservatoires urgentes; » et, à titre d'exemple, Troplong ajoute : « Un client adresse à un avocat à la Cour de cassation un dossier pour se pourvoir; les pièces n'arrivent entre les mains de celui-ci que la veille de l'expiration du délai fatal, de telle sorte que le client ne peut être averti en temps utile de confier sa cause à un autre. Le devoir de cet avocat est de former le pourvoi, sauf à répondre plus tard

au mandant qu'il ne veut pas se charger de l'affaire. » Troplong se base sur ce que les mandataires de profession sont censés accepter le mandat, par cela seul qu'ils en ont reçu l'avis sans donner de réponse. Leur office est acquis de plein droit à quiconque le leur demande : ils sont censés provoquer, solliciter les clients par leur exercice public, accepter en conséquence ceux qui se présentent et, pour faire tomber cette acceptation, il faut qu'ils s'expliquent et donnent un refus formel ; jusque-là, le contrat existe et le mandataire doit l'exécuter.

La thèse contraire a été adoptée par la jurisprudence. La cour de cassation (1) a notamment jugé que la responsabilité de l'officier ministériel n'était engagée que s'il gardait le silence après la réception du dossier. Il suffit donc, d'après la jurisprudence, que l'avoué prévienne immédiatement son client de son refus pour dégager sa responsabilité.

Quant aux auteurs, ils conseillent en général à l'avoué de prendre les mesures conservatoires urgentes, mais ne se prononcent pas sur le caractère obligatoire de cette prescription (2).

(1) 20 novembre 1888 (P. 89, p. 11).

(2) *Rousseau et Laisney* 'op. cit.) v° : avoué, n° 290 ; *Pardessus* Dr. com. t. 2, n° 558.

SECTION II. -- DROIT DE RÉTENTION DES PIÈCES

Les avoués peuvent-ils refuser à leurs clients la restitution des pièces qu'ils ont en leur possession jusqu'au paiement intégral de ce qui leur est dû? Quelques auteurs leur ont refusé ce droit en se basant notamment sur l'art. 17 du décret du 3 brumaire an II (1).

On réfute cet argument de texte en disant que la loi de brumaire supprimait les avoués et avait été conçue dans un esprit de défaveur qui n'existe plus aujourd'hui; que, de plus, elle constituait une disposition transitoire qui ne peut plus produire effet depuis le rétablissement des avoués; que d'ailleurs le droit de rétention des avoués se fonde sur le principe d'après lequel tout créancier détenteur de l'objet à raison duquel il est créancier a un droit de gage tacite sur cet objet (*debitum cum re junctum*).

Aussi la discussion ne porte guère plus sur le principe de la légalité du droit de rétention; elle s'est cantonnée sur l'étendue de ce droit.

(1) « Les avoués ne peuvent pas retenir les pièces pour le défaut de paiement des parties et ils sont tenus de les rendre, « sauf à exiger des parties une reconnaissance authentique du « montant desdits frais après qu'ils ont été taxés ».

Doit-on l'accorder sur toutes les pièces que l'avoué peut avoir dans son dossier, actes de procédure et pièces remises par le client ? En ce qui concerne les actes de procédure le droit de rétention existe incontestablement sur ceux faits par l'avoué. Il y a là *debitum cum re junctum* au premier chef (1). Ce droit existe encore sur les actes pour lesquels l'avoué a fait des avances ou déboursés et cela pour le même motif (2). Mais les auteurs, les tribunaux et les cours d'appel ont longtemps été divisés en ce qui concerne les pièces ou titres remis par le client à l'avoué à l'appui de sa cause.

La cour de cassation s'est prononcée sur cette question en consacrant le droit de rétention, par un arrêt du 10 avril 1870 (3); cet arrêt est ainsi motivé :

« Attendu, dit la cour, qu'aux termes de l'art. 1948, C. Nap., le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison de ce dépôt; attendu que tout mandat renferme implicitement un contrat de dépôt

(1) Nîmes 30 av. 1850 (S. 50. 2,513. P. 52, 1. 87. Paris 25 août 1849. (S. 49. 2,491. P. 49. 2,345. D. 49. 2,196).

(2) Rousseau et Laisney (op. cit), n° 458 — Garsonnet (op. cit). 293 p. 370 — Cass. 10 août 1870 (S. 70 1. 398. P. 70, 1029. — D. 71, 1.40.) Contra Glandaz Encyclopédie du droit, V° avoué, n° 34. — Berriat Saint-Prix (T. 1, p. 78, note 22). Rouen, 12 déc. 1851. (S. 53. 2.299. P. 54, 2,180 D. 54,5. 71).

(3) (P. 70, 1029 ; S. 70, 1, 398 ; D. 71, 1, 40).

quant aux objets remis au mandataire dans le but de lui en permettre ou de lui en faciliter l'exercice ; attendu que l'avoué, dont les fonctions consistent à représenter devant les tribunaux la partie qui lui a donné pouvoir, est essentiellement un mandataire en possession de tous les droits qui se rattachent au mandat, en tant toutefois que ces droits peuvent se concilier avec les exigences du mandat public, dont, comme officier ministériel, il est investi ; attendu que l'avoué peut donc, aux termes de l'article précité, retenir jusqu'à l'entier remboursement de ses avances les pièces qui lui ont été remises pour l'accomplissement du mandat. »

Mais ce droit de rétention subit certaines restrictions dans les cas suivants :

1° Si la demande est périmée par la faute de l'avoué, celui-ci doit remettre à son client les pièces qui lui ont été confiées pour intenter cette demande, même s'il n'est pas remboursé de ses avances (1) ;

2° L'avoué est tenu de la même obligation si les pièces sur lesquelles il a un droit de rétention et qui n'ont été de sa part l'objet d'aucun déboursé, lui sont demandées seulement pour être remises à un tiers, avoué d'appel par exemple, pour être

(1) Rennes 24 juillet 1810 (P. chr.)

rétablies postérieurement dans ses mains (1) ;

3° Si l'avoué a restitué les pièces à son client, il ne peut plus les lui réclamer de nouveau, car il a perdu son droit de gage ;

4° Enfin, le droit de rétention disparaît lorsque l'avoué ne peut plus exiger le paiement de ses frais, même s'il n'en est empêché que par l'exception de prescription.

SECTION III. — PRIVILÈGES

Comme corollaire de son action contre son client ou contre la partie adverse condamnée aux dépens, l'avoué a le droit de se faire payer ses frais par privilège sur le montant de la condamnation conformément au principe posé par l'art. 2,102 du Code civil, § 3.

La loi lui confère de plus certains privilèges particuliers.

Ainsi, les frais de poursuites de distribution par contribution sont acquittés avant toute créance autre que celle pour loyers dus au propriétaire (art. 662 du Code de procédure).

En matière de saisie immobilière, les juges

(1) Rouen 3 mai 1875 (S. 77, 2, 27, P. 77, 89) Agen 23 mai 1851 (S. 52, 2, 111, P. 54, 1, 406. D. 52, 2, 232.).

peuvent ordonner le paiement des frais extraordinaires de poursuites par privilège sur le prix de l'adjudication (art. 714 du Code de procédure).

En matière d'ordre, s'il n'y a pas de contestation, les frais de poursuites sont colloqués par préférence à toute autre créance (art. 759 du Code de procédure).

En cas de contestation, l'avoué qui a représenté les créanciers contestants, a un privilège sur les deniers qui restent à distribuer, déduction faite de ceux qui ont été employés à acquitter les créances antérieures à celles contestées (art. 768 du Code de procédure).

Il faut voir aussi un privilège particulier dans le droit de l'époux qui plaide en séparation de corps ou en divorce de demander contre son conjoint une provision pour subvenir tant aux frais du procès qu'à son entretien.

CHAPITRE NEUVIÈME

Prescription et fins de non recevoir opposables à l'action de l'avoué

SECTION I. — PRESCRIPTION

L'article 1^{er} de la loi de 1897 déclare formellement qu'il n'est pas innové, en ce qui concerne les avoués, aux dispositions édictées par l'article 2273 du Code civil. Aux termes de cet article « l'action
« des avoués, pour le paiement de leurs frais et
« salaires, se prescrit par deux ans, à compter du
« jugement du procès ou de la conciliation des
« parties, ou depuis la révocation desdits avoués.
« A l'égard des affaires non terminées, ils ne peu-
« vent former de demandes pour leurs frais et
« salaires qui remonteraient à plus de cinq ans. »

Bien que relativement courts, ces délais ont semblé suffisants. Ils tiennent compte de deux intérêts opposés. Ils permettent à l'avoué de suivre, sans avoir trop d'arrière, le recouvrement de ses frais ; de plus, ils lui facilitent la justification de

ses demandes. On obtient ainsi dans le règlement du compte la plus grande exactitude, et comme l'état et la condition des parties n'ont subi que peu de changement, chacune d'elles se trouve, en cas de discussion, en état de fournir des renseignements précis. A l'égard du client, ces délais de deux et de cinq ans produisent d'autres avantages. Ils leur évitent les surprises qu'amène une trop grande accumulation de frais. Parfois, sans doute, la réclamation d'un avoué qui craint la prescription, le blessera dans son amour-propre, mais c'est un inconvénient sans importance qui ne constituera qu'une rare exception. Du reste, pour s'excuser, l'avoué se retranchera derrière la loi et toutes les volontés s'inclineront.

La prescription établie par l'article 2273 n'atteint que les demandes en paiement des frais exposés par les avoués dans l'exercice de leurs fonctions. Elle est inapplicable :

1° A l'action en remboursement d'avances qu'ils ont faites pour leurs clients, en qualité de mandataires *ad negotia* ou en paiement des honoraires qui leur sont dûs, action qui n'est soumise qu'à la prescription de trente ans;

2° Aux dépens dont l'avoué est créancier en vertu d'un jugement.

Il avait été plusieurs fois jugé (1) que la prescription de deux ans était applicable aux frais réclamés par un avoué qui avait obtenu distraction contre la partie condamnée ; mais, par suite d'un pourvoi formé sur les conseils et soutenu avec le concours de la Conférence des Avoués de première instance des Départements, la Chambre civile de la Cour de Cassation a décidé (2) que la prescription de deux ans ne s'applique, ainsi que le porte expressément le texte de l'article 2273, C. civ., qu'aux actions en paiement de frais non encore appuyées d'un titre et dont la loi n'a pas voulu, dans l'intérêt de la partie et de l'avoué, prolonger l'exercice pendant le temps ordinaire de la prescription des avoués ; qu'elle ne peut donc être invoquée dans le cas où l'avoué agit en vertu titre exécutoire dont il a été investi par un jugement qui, en même temps qu'il prononce une condamnation contre la partie adverse de son client, le met, pour les dépens, et au moyen de la distraction, aux lieu et place de celui-ci ; qu'en ce cas, la condamnation aux dépens n'est soumise, comme la condamnation principale, qu'à la pres-

(1) Cour de Paris, le 20 novembre 1847. Tribunal de Lyon, le 20 novembre 1869. Tribunal d'Etampes, le 6 avril 1887.

(2) Arrêt du 16 juillet 1890 (Pal. 90, 1062. — D., 91, 1. 32. — S., 90. 1. 436.)

cription de trente ans spécifiée par l'art. 2262. C. civ. (1).

En vertu de l'art. 133 du Code de proc. civ., l'avoué distractionnaire a toujours un recours contre son client. Mais comme il exerce ce recours sans titre puisqu'il ne s'adresse plus à lui en vertu du jugement, son client pourra lui opposer les prescription de l'art. 2273 C. civ.

Nous avons vu que l'action des avoués se prescrit à compter du jugement du procès ou de la conciliation des parties ou depuis la révocation desdits avoués.

En ce qui concerne le jugement du procès, il faut qu'il soit définitif. En conséquence, un jugement avant faire droit préparatoire ou interlocutoire ne suffirait pas pour faire courir la prescription ; de même, un jugement sujet à opposition ou appel. Tant que les délais de ces voies de recours ne sont pas expirés, celui de la prescription ne court pas.

La conciliation dont parle ensuite l'article 2273 ne fait courir la prescription qu'autant qu'elle est connue de l'avoué. Tant que l'avoué a ignoré que l'affaire fût arrangée, il a pu s'abstenir de réclamer le paiement des frais ; aussi serait-il injuste

(1) V. *Baudry-Lacantinerie et Tissier*, de la prescription, nos 735 et 737.

de lui opposer une déchéance, alors qu'il n'a rien à se reprocher. C'est au client à prouver que l'avoué a eu connaissance de la conciliation. Cette preuve peut résulter de la correspondance et des actes de procédure qui mentionnent la transaction.

Les avoués ont soin, lorsqu'ils rédigent eux-mêmes la transaction, de stipuler par qui les frais de l'instance seront supportés. Cette clause constitue une fin de non-recevoir contre la prescription parce qu'elle est une reconnaissance de dette (1).

Quant à la révocation des avoués, elle produit le même résultat quelles que soient ses causes qui peuvent être aussi bien la suppression ou la vente de l'office que la mort de l'avoué ou la volonté du client.

« La prescription, porte l'article 1^{er} de la loi de 1897, a lieu quoiqu'il y ait eu continuation d'actes de leur ministère de la part des notaires, avoués et huissiers. Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, reconnaissance, obligation ou signification de taxe. »

Le compte arrêté est celui que le débiteur a signé et qu'il a accepté sans réserve :

M. Didio (*op. cit.* n° 57) donne, croyons-nous, une trop grande extension au mot « compte arrêté » en disant que quand un avoué a été chargé de

(1) V. Rousseau et Laisney (*op. cit.*) V°. avoué, n°s 474 et 475.

plusieurs affaires successives par un même client, il y a lieu de rechercher si, d'après un accord exprès ou *tacite* entre celui-ci et l'officier ministériel, les frais de ces diverses affaires ne devaient pas être compris dans un compte général. Dans l'affirmative, conclut M. Didio, la prescription ne court qu'à partir de la fin de la dernière affaire.

Ne sommes-nous pas un peu loin du compte arrêté qui suppose un chiffre déterminé, connu et accepté formellement par le débiteur ? Nous n'admettrions la théorie de M. Didio que si les affaires successives dont il parle étaient intimement liées entre elles et qu'on puisse, à la rigueur, les considérer comme les diverses phases d'une affaire unique.

La reconnaissance et l'obligation sont des pièces écrites, authentiques ou sous seing privé, par lesquelles le débiteur s'oblige à payer le montant de l'état de frais de l'avoué. Une simple lettre missive (1) du débiteur constituerait une reconnaissance si elle contenait l'acceptation sans réserve de la demande de l'avoué, alors même qu'elle n'indiquerait pas exactement la somme due (2).

En ce qui concerne les débiteurs solidaires, nous rappellerons l'article 2249 du code civil aux

(1) (Req. 19 juin 1872. (D. 73. 5. 363. S. 72, 1, 159.).

(2) (Req. 29 juin 1842. (S. 42, 1, 713.).

termes duquel « la reconnaissance d'un des débiteurs solidaires interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers. »

Nous avons vu au cours de cet ouvrage en quoi consistait la signification de la taxe.

L'interruption de prescription biennale qui résulte de ces quatre modes n'a pas pour cause une novation de la dette ; en effet, une reconnaissance causée pour frais n'emporte pas novation et n'est néanmoins susceptible que de la prescription trentenaire.

Pour calculer les délais de la prescription, on suivra les règles générales du droit, c'est-à-dire que le *dies a quo* sera laissé en dehors du calcul, que le *dies ad quem* y sera compris et qu'il n'y aura lieu d'établir aucune distinction entre les jours fériés et les autres jours.

En effet, l'article 1033 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 13 avril 1895, qui prescrit de ne pas compter le jour de l'échéance dans le délai et de le proroger d'un jour lorsqu'il expire un jour férié, ne s'applique qu'aux délais susceptibles d'augmentation en raison de la distance et non par suite aux prescriptions.

L'article 1^{er} de la loi de 1897 se termine par la déclaration que les articles 2275 et 2278 du Code civil sont applicables aux prescriptions que nous venons d'examiner ; ces articles portent que si le

débiteur oppose la prescription à la demande de l'avoué, celui-ci pourra lui déférer le serment sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

Une question peut se poser en ce qui concerne les débiteurs solidaires. Si ces débiteurs opposent la prescription et si le serment leur est déféré, un des débiteurs qui refuse de le prêter peut-il se prévaloir de la prestation d'un de ses co-débiteurs pour sa part dans la dette ? Nous trouvons un jugement du Tribunal de Toulouse, du 13 février 1890, qui lui refuse ce droit et ce jugement ne contredit pas l'art. 1365 du Code civil sur lequel s'appuyait le co-débiteur qui n'avait pas prêté serment. En effet, cet article dispose que le serment déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux co-débiteurs ; mais, en l'espèce, le serment n'avait pas été déféré à l'un seulement des co-débiteurs, mais à tous les co-débiteurs. L'article 1365 n'était donc pas applicable.

Le serment, ajoute l'art. 2275 du C. c., pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose est due.

D'après l'article 2278, les prescriptions courent contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs. Si donc l'avoué meurt

laissant des héritiers mineurs, la prescription courra contre ces derniers.

SECTION II. — FINS DE NON RECEVOIR OPPOSABLES
A L'ACTION DE L'AVOUÉ.

Le débiteur peut opposer à la demande de l'avoué diverses fins de non recevoir dont les principales sont :

- 1° Le défaut ou la tenue irrégulière du registre de recettes ;
- 2° La remise des pièces au client.

§ I. — *Défaut ou tenue irrégulière du registre
de recettes.*

Aux termes de l'article 151 du décret du 16 février 1807, « tous les avoués sont tenus d'avoir
« un registre, qui est côté et paraphé par le Pré-
« sident du Tribunal auquel ils sont attachés ou
« par un des juges du siège qui est par lui com-
« mis, sur lequel registre ils inscrivent eux-
« mêmes, par ordre de date et sans aucun blanc,
« toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs
« parties.

« Ils doivent représenter ce registre toutes les
« fois qu'ils en sont requis et qu'ils forment des

« demandes en paiement de frais; et, faute de
« représentation ou de tenue régulière, ils sont
« déclarés non recevables dans leurs demandes.»

L'obligation de tenir un registre de recettes remonte très loin dans l'histoire; voici dans quels termes l'art. 44 de l'ordonnance du roi Charles VII l'imposait aux procureurs :

« Et pour que suivantes fois advint que d'après
« le trépassement des procureurs, leurs héritiers
« demandent grandes taxes et salaires, et aussi
« lesdits héritiers demandent souvent ce qui a été
« payé auxdits procureurs, voulons et ordonnons
« que lesdits procureurs fassent dorénavant re-
« gistre de ce qu'ils auront et recevront des
« parties. »

Nous trouvons aussi un règlement du 28 mars 1692, ainsi conçu :

« Les procureurs seront tenus d'avoir des re-
« gistres en bonne forme, d'y écrire toutes les
« sommes qu'ils reçoivent de leurs parties ou
« par leur ordre, de les représenter et affirmer
« véritables toutes les fois qu'ils en seront requis
« à peine, contre ceux qui n'auraient pas de re-
« gistres, d'être déclarés non recevables en leurs
« demandes et prétentions de leurs frais, salaires
« et vacations. »

Sous l'empire du décret du 16 février 1807, la jurisprudence a souvent appliqué, d'une manière

stricte, la déchéance résultant du défaut de registre de recettes.

Un arrêt de Cassation du 8 juin 1842 (1) considère comme n'ayant aucune valeur un registre non timbré, côté et paraphé conformément à la loi, quoique paraissant régulièrement tenu.

Il a été jugé par la Cour de Douai, le 21 mars 1863 (2), que la fin de non recevoir établie par l'article 151 contre l'action en paiement de frais dus aux avoués est absolue et d'ordre public, et que, dès lors, elle peut être opposée en tout état de cause, et même pour la première fois en appel. Dans le même esprit, un jugement de Riom, du 6 juillet 1859, a décidé que l'avoué qui ne représentait pas son registre n'était pas recevable dans son action en paiement de frais, alors même qu'un règlement amiable de ces frais était intervenu entre son client et lui (3). Enfin, l'arrêt de Douai précité n'a même pas subordonné la fin de non recevoir à la preuve ni même à l'articulation d'avances qui auraient été faites par la partie à l'avoué et a refusé à l'avoué le droit de suppléer

(1) (P. 42, 2, 348; S. 42, 1, 481.)

(2) (P. 63, 1135; S. 63, 2, 186.)

(3) (P. 60, p. 229.) V. dans le même sens Cass. 1^{er} mai 1849. (P. 42, 2, 477; S. 49, 1, 699.) — Grenoble, 15 novembre 1882 (S. 84, 2, 167; P. 84, 888.) — Cass. 18 oct. 1887 (S. 89, 1, 151; P. 89, 364.)

à la production du registre par aucun moyen de preuve (1).

Ces décisions de la jurisprudence nous semblent bien rigoureuses.

En effet, quel est le but du client qui exige la production du registre ? D'y rechercher la trace d'un versement qu'il prétend avoir fait à son avoué. Le registre, en effet, fait preuve, *contre l'avoué qui l'a rédigé*, de tous les paiements qui y sont inscrits, et c'est là l'unique utilité de ce livre. C'est l'aveu de l'avoué réclamant qui est ainsi constaté.

D'où il suit que si l'avoué réclamant est en mesure d'établir par d'autres modes qu'il n'a pas reçu de son client les sommes que celui-ci prétend lui avoir versées, la production du registre ne doit pas être d'une nécessité telle que l'avoué soit débouté de sa demande s'il ne l'accomplit pas. Les modes de preuve que peut employer l'avoué sont notamment la production d'un état dûment taxé et la reconnaissance expresse ou tacite de la partie à qui cet état est opposé.

Cette solution est très rationnelle, puisque la production du registre a pour objet de protéger le client contre l'éventualité de payer deux fois les

(1) V. aussi Metz, 22 déc. 1864 (S. 65, 2, 32 ; P. 65, 216). — Orléans, 30 mai 1862 (P. 62, 986 ; S. 62, 2, 461 ; P. 62, 2, 127).

mêmes frais ; or, ce danger n'existe pas si le client a reconnu que les frais étaient encore dus.

Nous trouvons d'ailleurs, dans une décision du tribunal civil de Saint-Jean de Maurienne, du 31 décembre 1896, confirmée par arrêt de la Cour de Chambéry, du 22 juin 1897 (1), l'application de ces principes. Ce jugement est ainsi conçu :

« Attendu que l'exception tirée par les contre-disants du défaut de représentation du registre prescrit par l'article 151 du tarif du 16 février 1807 est, en effet, péremptoire en tout état de cause, mais alors seulement que les avoués prétendent suppléer aux énonciations de ce registre, tenu, conformément à la loi, par celles mentionnées en d'autres registres facultatifs ; qu'elle est, au contraire, purement relative en dehors de cette hypothèse et ne saurait notamment être prise en considération lorsqu'elle se heurte à un état de frais régulièrement taxé et fortifié par une reconnaissance expresse ou tacite des parties ; que, dans l'espèce, etc..... »

Nous concluons donc que si le juge trouve dans les circonstances de la cause la preuve de l'existence de la dette, il n'a pas à ordonner la production du registre.

Ajoutons que si l'avoué ne peut prouver l'exis-

(1) Bulletin de la taxe : année 1898, p. 48.

tence de la dette, le juge ne doit ordonner la production de son registre de recettes que sur la réquisition expresse de celui qui prétend avoir fait des versements libératoires (sauf exception pour le créancier de ce dernier exerçant l'action oblique de l'article 1166 C. c.) et ne doit appliquer la déchéance que si le différend porte sur les sommes reçues par l'avoué de ses clients.

Le ministère public doit veiller à ce que les avoués tiennent régulièrement leur registre de recettes, et notamment à ce que ce registre soit sur timbre (1)

§ II. — *Remise des pièces au client*

Nous avons vu que les avoués ont un droit de rétention sur les pièces de procédure jusqu'au paiement de leur déboursés et émoluments ; un arrêt en a déduit qu'il y avait lieu de présumer que la partie qui les a en sa possession est libérée et que, si elle ne peut représenter la quittance, c'est qu'elle l'a égarée — Amiens 1^{er} mars 1825 (2). *contra* Rouen 31 août 1850 (3) — Nous ne citons

(1) Décision ministérielle des 16 déc. 1821 et 2 mars 1840.

(2) (P. et S. chr.) V. aussi : *Pothier*, mandat n° 138 *Rousseau et Laisney*. v° avoué, n° 465.

(3) (P. 53, 2. 629, D. 51, 2. 51).

que pour mémoire cette fin de non recevoir qui n'a été opposée quetrès rarement dans la pratique et que l'arrêt de Rouen de 1850, le dernier à ce sujet, n'admet déjà plus.

CHAPITRE DIXIÈME

Demandes de taxe et actions en restitution

La taxe étant d'ordre public, le débiteur peut toujours l'exiger, même après un règlement amiable. Si, par suite de la taxe, l'état de frais se trouve réduit, le débiteur qui a payé devient créancier de l'avoué de la différence entre la somme par lui versée et le chiffre alloué en taxe. Une action en répétition de l'indu pourra s'en suivre.

Cette action en restitution a toujours été admise par la jurisprudence et en l'absence d'un texte de loi, elle ne se prescrivait que par trente ans ; il en était de même pour la demande de taxe. Une aussi longue durée de temps (1) était à la fois contraire à l'article 1304 du Code civil et aux dispositions du décret de 1807. Elle était un

(1) *Denizot*. Du recouvrement des frais dus aux notaires, p. 145.

encouragement à la mauvaise foi, elle blessait une justice équitable et jetait partout la perturbation. Les avoués ou leurs héritiers restaient exposés à des demandes dont l'appréciation pouvait devenir difficile, impossible même, après de si longues années. Ajoutons que les avoués n'avaient d'autres moyens, pour se mettre à l'abri de la demande de taxe et de l'action en restitution, que de poursuivre leurs clients en paiement, quoique d'accord avec eux sur le chiffre des frais, et d'obtenir un jugement de condamnation.

C'est à la loi du 5 août 1881 que nous devons la réduction de la prescription trentenaire à deux années. La loi de 1897 n'a fait que reproduire dans son article 2 les art. 2 et 4 de celle de 1881 en les fondant en un seul. Son texte est ainsi conçu : « Les demandes en taxe et les actions en « restitution de frais dus aux notaires, avoués et « huissiers pour les actes de leur ministère, se « prescrivent par deux ans du jour du paiement ou « du règlement par compte-arrêté, reconnaissance « ou obligation. »

Quelques membres de la commission de la Chambre des députés avaient proposé de fixer le délai de prescription à cinq ans afin de donner au client pour la répétition de l'indu le même délai dont bénéficient pour recouvrer leurs frais les avoués, lorsqu'il y a eu continuation de services

(art. 2.273 C. c. *in fine*), et les notaires pour tous leurs actes. (Loi de 1897, art. 1). Mais on a fait observer que le client n'est pas dans la même situation que les officiers ministériels ou publics; que ceux-ci ont de nombreux débiteurs, que la dette d'un de ces débiteurs peut disparaître de leur mémoire ou qu'ils peuvent craindre de froisser un client auquel ils continuent leurs services, en lui demandant le paiement immédiat de leurs frais. Qu'au contraire le client n'a ordinairement qu'un débiteur pour cause de répétition de l'indu; que cette créance anormale est peu susceptible d'être oubliée et qu'il n'a aucune raison d'attendre pour la recouvrer. Un court délai est donc suffisant et c'est pourquoi la commission l'a fixé à deux ans.

Ce délai de deux ans a comme point de départ le jour du paiement. Par paiement, il faut entendre le paiement définitif et non les paiements par à compte ou à valoir par provision, car c'est seulement à partir de ce moment que le client peut connaître l'importance de sa dette et du paiement qu'il a effectué (1).

Ce sera à l'avoué à prouver la date du paiement, car c'est lui qui oppose la prescription et *reus excipiendo fit actor*. Il fera cette preuve se-

(1) MM. Amiaud et Emile Legrand (*op. cit.*, n° 36).

lon les règles du droit commun, preuve contraire réservée au client.

Les commentateurs de la loi de 1881 avaient déjà essayé de résoudre la question de savoir si les articles 2 et 4 de cette loi avaient, en fixant le délai de deux ans, organisé de ce chef une *prescription ordinaire* ou déterminé un délai fixe emportant une *déchéance* et ils n'étaient pas d'accord entre eux sur la solution. L'article 2 de la loi de 1897 qui n'a pas modifié la précédente rédaction, n'a pas fait cesser la controverse.

Les partisans de la prescription ordinaire arguent d'abord des termes de la loi qui emploie le mot : prescription. « Les demandes en taxe et les actions en restitution... se *prescrivent* par deux ans. . . . » Ils ajoutent que les demandes en taxe et les actions en restitution ont pour but une créance qui n'est ni liquide ni exigible. En conséquence, le tuteur ne peut être rendu responsable de la perte de cette créance ; il faut donc que l'article 2252 du Code civil, aux termes duquel la prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, ait son application en l'espèce, ce qui ne pourrait pas exister si le délai de deux ans emportait déchéance. La loi de 1897 s'est d'ailleurs tacitement exprimée sur ce point puisqu'elle a déclaré à la fin de son article premier que les prescriptions contenues dans cet article

ne courraient pas contre les mineurs et les interdits (1) et qu'elle est restée muette sur la prescription qui nous occupe contenue dans son article deuxième. Il lui aurait été facile, si elle avait voulu faire courir le délai contre les mineurs et les interdits, de placer son renvoi à l'art. 2278 du Code civil à la fin de son article deuxième et non à la fin de son article premier.

Les partisans de l'opinion contraire atténuent l'argument de texte en montrant que le mot « prescription » est employé par le Code civil, notamment dans l'article 809, alors qu'il est certain qu'il s'agit d'une déchéance. En ce qui concerne les tuteurs des mineurs et des interdits, ils font remarquer que l'action en restitution est un droit d'exception très limité (art. 1376 C. c.), qu'il faut donc interpréter très strictement les textes qui s'y rattachent (*exceptio est strictissimæ interpretationis*) et qu'on ajoute à la loi en faisant interrompre le délai lorsqu'il court contre des mineurs et interdits ; que d'ailleurs l'article 2278 du Code civil fait courir contre eux un certain nombre de courtes prescriptions et que si les législateurs n'ont pas répété à la fin de l'article deuxième de la loi de 1897 le renvoi qui se trouve à la fin de

(1) « Les articles 2275 et 2278 du Code civil sont applicables à ces prescriptions. »

l'article premier, c'est que cette répétition leur a paru inutile. Si on considère que l'article deuxième est en corrélation avec l'article premier dont il est la conséquence, on est amené à prêter à ces deux articles le même but et, par suite, les mêmes effets, et à rendre applicables à l'un et à l'autre les dispositions de l'article 2278 du Code civil. Enfin, les courtes prescriptions ont ordinairement le caractère de déchéance. « Quand la loi, disent Aubry et Rau (*op. cit.*, chap. VIII, p. 426), par des raisons particulières tenant au caractère de l'action et à la nature des faits ou rapports juridiques qui y donnent naissance, n'accorde l'action qu'à la condition de son exercice dans un temps déterminé d'une manière préfixe, l'expiration de ce temps emporte une déchéance et ne constitue pas une véritable prescription extinctive. » C'est ainsi que le délai d'appel constitue une déchéance et non une prescription (1).

Nous concluons, avec Aubry et Rau, que le délai de deux ans emporte déchéance et court contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs.

La loi ne s'est pas non plus expliqué sur le

(1) V. sur cette controverse, MM. *Legrand*, *op. cit.*, p. 13. *Demizot*, *op. cit.*, p. 145. *Didio*, *op. cit.*, n° 220. *Amiaud* et *Em. Legrand*, *op. cit.*, p. 57.

Tribunal compétent pour statuer sur les demandes en restitution. Mais il est facile de conclure, en s'appuyant sur les motifs d'ordre public qui ont inspiré l'article 60 du Code de procédure civile et en raisonnant par analogie avec les matières de taxe et d'opposition à taxe, que la compétence appartient au Tribunal dont le Président a qualité pour taxer les frais. D'ailleurs, ce Tribunal se trouvera presque toujours être en même temps le tribunal du domicile des notaires, avoués et huissiers contre lesquels l'action est intentée. La question ne se posera que si l'action en répétition est intentée contre des officiers ministériels ayant cessé leurs fonctions, ou contre leurs héritiers, ayant les uns ou les autres leur domicile dans le ressort d'un autre Tribunal.

FORMULES

FORMULES

ÉTATS DE FRAIS

1° En matière sommaire

ÉTAT DES FRAIS DUS A M^e X..., AVOUÉ.

Affaire A... contre B... (Demande en paiement de 1000 francs).

	TRÉSOR	DÉBOURS et émoluments
Assignation du (<i>date</i>).	3 70	2 50
Appel de cause de l'huissier audiencier.		» 30
Obtention de jugement par défaut.		7 50
Correspondance et faux frais.		1 »»
	3 70	11 50
Trésor.		3 70
		15 »»

Fait à X. le. 19 . .

(SIGNATURE DE L'AVOUÉ)

2° En matière ordinaire

ÉTAT DES FRAIS (*comme ci-dessus.*)

	Trésor	Débours	Emolum ^{ts} de l'avoué
Assignation.	3 70	2 50	» »»
Droit de conseil.	» »»	» »»	10 »»
Etc., etc.			

3° Dans les ventes judiciaires d'immeubles dont la mise à prix ne dépasse pas 1,000 francs

ÉTAT DES FRAIS DUS A M^e X..., AVOUÉ.

Affaire A... contre B... (Demande en partage et licitation. Mise à prix inférieure à 1000 francs).

	Trésor	Débours	Emolum ^{ts} réductib ^{les} des agents de la loi
Assignation du (date Etc , etc.	3 70	»	2 50

4° En matière d'assistance judiciaire

ASSISTANCE JUDICIAIRE

ÉTAT DES FRAIS DUS A M^e X..., AVOUÉ.

DÉCISION

du Bureau de . Z...
du... (date)

Affaire en divorce A... contre B...

	Trésor	Greffier	Huissier	Avoué
Droit de conseil.	»	»	»	11 »
Requête et enregistrement de l'ordonnance.	10 55	»	»	15 »
Citation à comparaître devant M. le Président en conciliation. Etc..., etc.	3 70	»	2 50	1 »

5° Réquisition de taxe par l'avoué

(TRANSCRIRE L'ÉTAT DE FRAIS SUR TIMBRE)

METTRE ENSUITE

Pour réquisition de taxe

à le (DATE)

(SIGNATURE)

6° Ordonnance de taxe du Président

Taxé par nous, Président

du Tribunal civil de. . . X . . .

à la somme de (EN LETTRES)

A le (DATE)

(SIGNATURE)

7° Formule exécutoire

République Française. — Au nom du Peuple français,

Le Président de la République Française mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre la présente ordonnance de taxe à exécution ; aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main ; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

(SIGNATURE DU GREFFIER)

8° Signification de l'Ordonnance

I. — A PERSONNE OU DOMICILE PAR EXPLOIT.

(COPIER EN TÊTE DE LA COPIE DE L'EXPLOIT L'ÉTAT DÉTAILLÉ DES FRAIS, L'ORDONNANCE DE TAXE ET LA FORMULE EXÉCUTOIRE).

L'an. . . , le.

A la requête de M^e X., avoué à y demeurant rue n°

Lequel constitue avoué en sa personne et élit domicile en son étude.

J'ai., huissier près le Tribunal civil de demeurant en ladite ville, rue. n°

Signifié, et en tête des présentes, laissé copie à M. en son domicile ou étant et parlant à.
1° De l'état des frais dus à M^e X. . . par M. A. . . , sus-nommé, dans son affaire contre M. B. . . . ; 2° D'une ordonnance en forme exécutoire rendue par M. le président du tribunal civil de . . . en date de, enregistrée, taxant lesdits frais à la somme de

Au paiement de quelle somme M. sera contraint par les voies de droit.

Et je lui ai déclaré qu'à défaut de former opposition, dans le délai de quinze jours des présentes, à l'ordonnance de taxe dont copie précède ladite ordonnance deviendra définitive. Sous toutes réserves.

Et j'ai, étant et parlant comme dessus, laissé au sus-nommé copie des présentes sur une feuille de timbre spécial à un franc 20 centimes.

Coût :

(Signature de l'huissier.)

II. — PAR ACTE D'AVOUÉ A AVOUÉ

(COPIER EN TÊTE DE LA COPIE L'ÉTAT DE FRAIS, L'ORDONNANCE ET LA FORMULE EXÉCUTOIRE).

A la requête de M^e X. . . avoué à. . . .

Agissant en son nom personnel

Soit signifié et en tête des présentes, laissé copie à M^e Z. .
avoué de M. A. . . . demeurant à

1^o De l'état des frais dus à M^e X. . . par M. A. . . . sus-
nommé, dans son affaire contre M. B. ;

2^o D'une ordonnance en forme exécutoire rendue par M. le
Président du Tribunal civil de . . . en date du
enregistrée, taxant lesdits frais à la somme de

Etant déclaré audit M^e Z. . . qu'à défaut d'opposition dans
le délai de quinzaine des présentes, l'ordonnance de taxe dont
copie précède deviendra définitive.

Sous toutes réserves.

Dont acte : Pour copie

(Signature de l'avoué.)

L'an mil neuf cent. , le signifié et
laissé la présente copie à M^e Z. avoué, en son étude,
parlant à un clerc, par l'huissier-audiencier, soussigné,

A l'huissier, centimes.

(Signature de l'huissier.)

9^o Bordereau d'inscription hypothécaire

Inscription est requise au bureau des hypothèques de

Au profit de M^e X. , avoué à élisant
domicile en son étude,

Contre M. A. demeurant à

En vertu d'une ordonnance de taxe en forme exécutoire ren-
due au profit du requérant contre ledit M. A. par
M. le Président du Tribunal civil de le
et signifiée audit M. A. par exploit de M^e huissier
à en date du (ou : par acte du palais
du)

Pour sûreté de 1° la somme de montant en principal
des frais taxés par ladite ordonnance, ci.

2° Des intérêts de ladite somme à partir du jour
de la signification : Mémoire.

3° Des frais évalués provisoirement à.

Total, sauf mémoire.

Sur tous les immeubles présents et à venir de M. A.
et situés dans le ressort du bureau des hypothèques de

10° Opposition (par acte d'avoué à avoué)

A la requête de M. A. demeurant à

Ayant M^e X. pour avoué qu'il constitue par ces
présentes et en l'étude duquel il élit domicile, rue.
n°

Soit signifié et déclaré à M^e Z. avoué.

Que M. A. forme par ces présentes, opposition
à l'ordonnance de taxe rendue contre lui au profit dudit M^e Z.
. par M. le Président du Tribunal civil de
le, enregistrée et signifiée par acte du Palais du
.

Et à mêmes requête, constitution et élection de domicile,
soit donné assignation audit M^e Z. . . . à comparaître à huit-
taine franche devant Messieurs les Président et Juges com-
posant la chambre du conseil du Tribunal civil de
siégeant en la salle ordinaire des audiences de ladite chambre
du conseil, au palais de justice de ladite ville, heure de . . .
pour

Attendu (INDIQUER LES MOTIFS SUR LESQUELS S'APPUIE L'OPPO-
SANT ET DÉSIGNER LES ARTICLES DONT IL DEMANDE LA RÉDUCTION
OU LA RADIATION).

Par ces motifs,

Voir, en la forme, recevoir M. A., opposant à

l'ordonnance de taxe sus-énoncée, et au fond, dire que cette taxe sera réduite à la somme de

S'entendre M^e Z condamner aux dépens.

Sous toutes réserves

Dont acte

Pour original

(SIGNATURE DE L'AVOUÉ)

L'an mil neuf cent., le. signifié et laissé la présente copie à M^r Z. avoué, en son étude, parlant à un clerc, par l'huissier-audiencier, soussigné,

A l'huissier, centimes.

(Signature de l'huissier.)

Vu, par le Doyen, Président de la Thèse,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur,

L'Inspecteur de l'Académie,

RILLOME.

DOCUMENTS LÉGISLATIFS

Deuxième Décret du 16 février 1807 relatif à la liquidation des dépens (1).

ARTICLE PREMIER. — La liquidation des dépens en matière sommaire sera faite par les arrêts et jugements qui les auront adjugés : à cet effet, l'avoué qui aura obtenu la condamnation remettra, dans le jour, au greffier tenant la plume à l'audience, l'état des dépens adjugés ; et la liquidation en sera insérée dans le dispositif de l'arrêt ou jugement.

ARTICLE 2. — Les dépens dans les matières ordinaires seront liquidés par un des juges qui aura assisté au jugement ; mais le jugement pourra être expédié et délivré avant que la liquidation soit faite.

ARTICLE 3. — L'avoué qui requerra la taxe, remettra au greffier l'état des dépens adjugés avec les pièces justificatives,

ARTICLE 4. — Le juge chargé de liquider, taxera chaque article en marge de l'état, sommera le total au bas, le signera, mettra le *taxé* sur chaque pièce justificative, et paraphera : l'état demeurera annexé aux qualités.

ARTICLE 5. — Le montant de la taxe sera porté au bas de l'état des dépens adjugés ; il sera signé du juge qui y aura procédé et du greffier. Lorsque ce montant n'aura pas été compris dans l'expédition de l'arrêt ou jugement, il en sera délivré exécutoire par le greffier.

(1) Les décrets de 1807 n'ont été abrogés par la loi du 24 décembre 1897 que dans celles de leurs dispositions qui sont contraires à cette loi.

ARTICLE 6. — L'exécutoire ou le jugement au chef de la liquidation, seront susceptibles d'opposition. L'opposition sera formée dans les trois jours de la signification à avoué avec citation; il y sera statué sommairement, et il ne pourra être interjeté appel de ce jugement que lorsqu'il y aura appel de quelques dispositions sur le fond.

ARTICLE 7. — Si la partie qui a obtenu l'arrêt ou le jugement néglige de le lever, l'autre partie fera une sommation de le lever dans les trois jours.

ARTICLE 8. — Faute de satisfaire à cette sommation, la partie qui aura succombé pourra lever une expédition du jugement, sans que les frais soient taxés, sauf à l'autre partie à les faire taxer dans la forme ci-dessus prescrite.

LOI DU 24 DÉCEMBRE 1897

*Relative au recouvrement des frais dus aux notaires,
avoués et huissiers.*

ARTICLE PREMIER. — Le droit des notaires au paiement des sommes à eux dues pour les actes de leur ministère se prescrit par cinq ans à partir de la date des actes. Pour les actes dont l'effet est subordonné au décès, tels que les testaments et les donations entre époux pendant le mariage, les cinq ans ne courront que du jour du décès de l'auteur de la disposition.

Il n'est pas innové, en ce qui concerne les huissiers et les avoués, aux dispositions édictées par les articles 2272 et 2273 du Code civil.

La prescription a lieu quoiqu'il y ait eu continuation d'actes de leur ministère de la part des notaires, avoués et huissiers.

Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, reconnaissance, obligation ou signification de taxe, en conformité de l'article 4 ci-après.

Les articles 2275 et 2278 du Code civil sont applicables à ces prescriptions.

ARTICLE 2. — Les demandes en taxe et les actions en restitution de frais dus aux notaires, avoués et huissiers, pour les actes de leur ministère, se prescrivent par deux ans du jour du paiement ou du règlement par compte arrêté, reconnaissance ou obligation.

ARTICLE 3. — Les notaires, avoués et huissiers ne pourront poursuivre le paiement des frais s'appliquant aux actes de leur ministère qu'après en avoir obtenu la taxe et suivant les formes établies à l'article suivant.

La demande de taxe pour les notaires est portée devant le président du tribunal civil de la résidence des notaires, ou, en cas d'empêchement, devant un juge commis par lui. La taxe sera arrêtée conformément au tarif, s'il s'agit d'actes qui y sont compris, et, s'il s'agit d'actes non tarifés, suivant la nature et l'importance de ces actes, les difficultés que leur rédaction a présentées et la responsabilité qu'ils peuvent entraîner.

Pour les avoués et les huissiers, la taxe sera faite par le président du tribunal ou par le premier président de la Cour d'appel où les frais ont été faits, ou, à leur défaut, par un juge qu'ils désigneront. S'ils s'agit de frais relatifs à une instance, le magistrat taxateur devra, à moins d'empêchement, avoir pris part au jugement ou à l'arrêt.

Pour les notaires et les avoués, en matière de compte, liquidation et partage, les frais faits devant le tribunal seront taxés, à moins d'empêchement, par le juge commissaire.

ARTICLE 4. — Les notaires, avoués et huissiers devront signifier à la partie débitrice, par acte d'avoué à avoué, s'il y a

avoué constitué, sinon à personne ou domicile, l'état détaillé des frais taxés et l'ordonnance du magistrat taxateur revêtue, sur minute, de la formule exécutoire.

Cette signification contiendra en outre à peine de nullité : 1^o constitution d'avoué pour le requérant, 2^o la déclaration que cette ordonnance deviendra définitive si elle n'est frappée d'opposition dans les délais déterminés au paragraphe suivant.

Dans les quinze jours de la signification, sauf l'application des dispositions des articles 73, 74 et 1033 du Code de procédure civile, l'ordonnance de taxe est susceptible d'opposition tant de la part débitrice que de la partie qui en est bénéficiaire. Cette opposition est motivée et faite par acte d'avoué à avoué, s'il y a avoué constitué ; sinon, par ajournement.

Le délai imparti par le paragraphe précédent est suspendu par la mort de l'une des parties ayant le droit d'opposition. Il reprend son cours après une nouvelle signification faite au domicile du défunt et à compter de l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, si cette signification a eu lieu avant que ces derniers délais fussent expirés. Cette signification pourra être faite aux héritiers collectivement et sans désignation des noms et qualités.

Les débats auront lieu en Chambre du conseil, sans procédure, le ministère public entendu.

Le jugement sera rendu en audience publique ; il sera susceptible d'appel dans les formes et dans les cas ordinaires.

La signification de l'ordonnance de taxe, faite conformément aux prescriptions de la présente loi, à la requête des notaires, avoués et huissiers, interrompt la prescription et fait courir les intérêts.

L'ordonnance de taxe vaut titre exécutoire ; elle emporte hypothèque judiciaire ; mais elle ne pourra être exécutée et l'inscription ne pourra être prise valablement qu'après l'expiration du délai d'opposition.

ARTICLE 5. — Les mêmes règles s'appliquent aux frais, non liquidés par le jugement ou l'arrêt, réclamés par un avoué, dis-

tractionnaire des dépens, contre la partie adverse condamnée à les payer.

Toutefois, en ce cas :

1° Le délai d'opposition ne sera pas augmenté à raison des distances, si le jugement ou l'arrêt sur le fond est contradictoire.

2° L'appel ne sera recevable que s'il y a appel de quelque disposition sur le fond.

3° L'ordonnance de taxe pourra être exécutée dès qu'elle aura été signifiée et l'inscription de l'hypothèque judiciaire pourra être valablement prise avant même la signification.

L'exécution de l'ordonnance de taxe sera suspendue s'il y est fait opposition ou si la décision sur le fonds est frappée d'opposition ou d'appel.

ARTICLE 6. — La présente loi est applicable aux paiements et règlements effectués, aux actes passés et aux frais faits antérieurement à sa promulgation.

ARTICLE 7. — La loi du 5 août 1881 est abrogée.

L'article 30 de la loi du 22 frimaire an VII, l'article 51 de la loi du 25 ventôse an XI et les décrets du 16 février 1807 sont abrogés dans celles de leurs dispositions qui sont contraires à la présente loi.

ARTICLE 8. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AMIAUDET LEGRAND. — *Explication de la loi du 24 décembre 1897*, édition 1898.
- BATAILLARD ET NUSSE. — *Histoire des Procureurs et des Avoués*, édition 1882. — Hachette, éditeur.
- CHAUVEAU ET GODOFFRE. — *Commentaire du Tarif en matière civile*, édition 1804. — Durand, éditeur.
- DENIZOT. — *Du Recouvrement des Frais dus aux Notaires*, édition 1900. — Pédone, éditeur.
- DIDIO. — *Tarif légal des Actes notariés*, édition 1899. — Marchal et Billard, éditeurs.
- DUTRUC. — *Dépens, Frais et Honoraires*, édition 1895.
- GARSONNET. — *Traité de Procédure*, édition 1894. — Larose, éditeur.
- LEGRAND. — *Commentaire de la Loi du 24 décembre 1897*, édition 1898. — Marchal et Billard, éditeurs.
- RAVIART. — *Commentaire des Tarifs en matière civile*, édition 1899. — Marchal et Billard, éditeurs.
- ROUSSEAU ET LAISNEY. — *Dictionnaire de Procédure civile*. — Rousseau, éditeur.
- SIMON. — *Traité de l'Assistance judiciaire*, édition 1900. — Marchal et Billard, éditeurs.
-

ABRÉVIATIONS

- S. Recueil des Lois et Arrêts de J.-B. Sirey.
P. Journal du Palais.
D. Dalloz.
Gaz. Pal. Gazette du Palais.
C. C. Code civil.
C. Pr. C. Code de Procédure civile.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — Tarif des avoués. — Revision projetée.	13
CHAPITRE II. — Dressé des états de frais...	22
CHAPITRE III. — Taxe des frais...	25
§ 1. — <i>Dans quel cas elle doit avoir lieu...</i>	25
§ 2. — <i>Elle est d'ordre public.. . . .</i>	26
§ 3. — <i>Visa préalable de la Chambre des des avoués. Est-il obligatoire ?..</i>	26
§ 4. — <i>Par qui doit être faite la taxe ?...</i>	30
§ 5. — <i>Comment doit-elle être faite ?....</i>	31
§ 6. — <i>Signature du juge et du greffier....</i>	36
CHAPITRE IV. — Recouvrement des frais contre le client..	38
Section 1. — Procédure antérieure à 1897...	38
— 2. — Ordonnance de taxe rendue exécutoire.	42
— 3. — Signification de l'ordonnance...	44
— 4. — Effets de la signification...	48
— 5. — Opposition à taxe...	50
§ 1. — <i>Qui peut former opposition ?....</i>	50
§ 2. — <i>Délai de l'opposition.</i>	51
§ 3 — <i>Formes de l'opposition.</i>	53
§ 4 — <i>Tribunal compétent...</i>	58
§ 5. — <i>Procédure...</i>	59
§ 6. — <i>Sur quoi doit porter l'examen du tribunal ?...</i>	61
§ 7. — <i>Jugement...</i>	67
Section 6. — Appel...	67

CHAPITRE V. — Recouvrement des dépens contre la partie adverse.	70
Section 1. — Distraction des dépens.	70
— 2. — Recouvrement de dépens non liquidés..	71
§ 1. — <i>Procédure antérieure à 1897</i>	71
§ 2. — <i>Procédure actuelle</i>	72
§ 3. — <i>Progrès réalisés par la loi de 1897</i> .	77
Section 3. — Dépens liquidés au jugement.	78
CHAPITRE VI. — Recouvrement en cas de désistement...	82
CHAPITRE VII. — Recouvrement en matière d'assistance judiciaire.	88
CHAPITRE VIII. — Garanties et sûretés du recouvrement des frais et dépens.	96
Section 1. — Droit de demander une provision	97
— 2. — Droit de rétention des pièces.	100
— 3. — Privilèges.	103
CHAPITRE IX. — Prescription et fins de non-recevoir oppo- sables à l'action de l'avoué.	105
Section 1. — Prescription.	105
— 2. — Fins de non-recevoir.	113
§ 1. — <i>Défaut du registre de recettes</i>	113
§ 2. — <i>Remise des pièces au client</i> ..	118
CHAPITRE X. — Demandes de taxe et actions en resti- tution.	120
Formules.	122
Deuxième décret du 16 février 1807. — Loi du 24 dé- cembre 1897.	135
Bibliographie.	141

BEAUVAIS. — IMPRIMERIE G. THOLOMÉ, RUE SAINT-JEAN
